

JAB
1225 Chêne-Bourg
Postcode 1

Trimestriel - No 16
Septembre - September
Settembre 2007

Tirage/Auflage/Tiratura:
98'000



ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

La nouvelle saison de chasse ouvre bientôt

Rentrez vos chats

Après la commune valaisanne de Grimisuat, qui avait fait abattre ses chats errants en juin 2006 par ses agents communaux, l'engagement par la commune d'Orsière, en novembre dernier, d'un tireur pour abattre des chats avait fait grand bruit. Assez en tout cas pour que cette commune finisse par y renoncer et laisse le soin à la Fondation chats des rues au Bouveret (VS) de capturer et de stériliser les huit chats errants d'Orsière.

Cette campagne de presse a mis à jour un fait peu connu du public : le tir des chats, pratiqué d'une façon tout à fait légale et dans tous les cantons suisses. Même à Genève, où la pratique de la chasse y est pourtant interdite !

Suite en page 2

La nuova stagione venatoria si apre tra poco

Tenete dentro i gatti

Dopo il comune vallesano di Grimisuat, che aveva ordinato l'uccisione dei gatti randagi nel giugno 2006 da parte degli agenti comunali, la decisione del comune di Orsière, nello scorso novembre, di assumere un tiratore incaricato di ammazzare gatti aveva fatto molto scalpore. Abbastanza da far indietreggiare il comune che ha lasciato alla "Fondation chats des rues" a Bouveret (VS) il compito di catturare e sterilizzare gli otto gatti randagi di Orsière.

Questa campagna ha rivelato una pratica poco conosciuta dal pubblico: "la caccia ai gatti", praticata in modo perfettamente legale in tutti i cantoni svizzeri. Persino a Ginevra, dove la caccia è vietata! Segue a pagina 22

Baldiger Beginn der neuen Jagdsaison

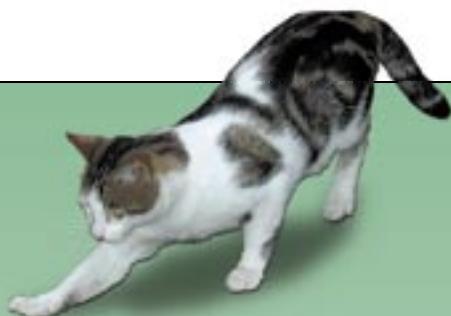
Katzen aufgepasst

Im Juni 2006 stand die Walliser Gemeinde Grimisuat wegen der Tötung von fünf streunenden Katzen im Blickpunkt.

Im November machten die Behörden von Orsières mit einer geplanten Abschussaktion auf sich aufmerksam. Die heftigen Reaktionen bewogen die Gemeinde schliesslich, auf ihr Vorhaben zu verzichten und die „Fondation chats des rues au Bouveret“ (VS) einzuschalten. Diese fing die acht streunenden Katzen ein und liess sie sterilisieren.

Die mit den Vorkommnissen verbundene Pressekampagne deckte Missstände auf, die der Öffentlichkeit bis anhin verborgen geblieben waren. In allen Schweizer Kantonen wird auf völlig legale Weise auf Katzen geschossen. Dies gilt sogar für den Kanton Genf, in dem die Jagd verboten ist.

Fortsetzung auf Seite 12



Edito

Chers Membres,
Chers amies et amis de la Ligue,

Comme indiqué dans notre précédent journal, nous publions une synthèse du « Rapport sur les résultats de la procédure d'audition relative à l'ordonnance sur la protection des animaux » publié par l'Office vétérinaire fédéral (BVET) en avril passé.

Pour mieux comprendre les formules relatives aux articles de cette nouvelle ordonnance, ainsi que les prises de positions retranscrites dans ce rapport, il est utile de disposer du projet d'ordonnance diffusé en juillet 2006. Il peut être téléchargé sur le site Internet de l'OVF (www.bvet.admin.ch), dans la rubrique « Thèmes », « protection des animaux ». Le rapport intégral de cette procédure d'audition peut également être téléchargé à partir de cette page web.

Etat actuel de l'ordonnance : le texte de cette nouvelle ordonnance devrait être finalisé prochainement. Divers groupements d'intérêts (sociétés protectrices des animaux, éleveurs de bétail etc.) ont été invités par l'OVF à plusieurs réunions durant l'été.

En ce qui concerne les articles sur l'expérimentation animale, le « KTT¹ » a représenté la protection des animaux, lors d'une séance réunissant des délégués des industries pharmaceutiques, des universités et des écoles polytechniques fédérales.

Si les choses se déroulent comme prévu, la nouvelle loi et ordonnance sur la protection des animaux devraient entrer en vigueur en 2008.

L'OVF annonce également que les statistiques 2006 des expériences sur animaux seront publiées en septembre 2007, contrairement aux années précédentes où elles paraissaient fin juin. Des adaptations de l'analyse et de la présentation des résultats ont été nécessaires, en raison de la révision de la législation sur la protection des animaux. Les expériences soumises à autorisation et celles qui ne le sont pas ne seront plus traitées séparément, car la nouvelle loi sur la protection des animaux ne fait plus cette distinction. Un compte-rendu de ces statistiques sera donc publié dans notre prochain journal, qui paraîtra en décembre.

En nous réjouissant par avance de vous accueillir nombreux sur notre stand à ANIMALIA, les 20 et 21 octobre prochains, nous vous adressons à toutes et tous nos meilleures salutations.

Le Comité

¹ Le « KTT » regroupe sous ce nom des représentants d'associations de protection des animaux, qui siègent dans les commissions cantonales et dans la commission fédérale sur l'expérimentation animale. La première séance a été organisée en 2002, grâce à l'initiative de Norma Schenkel, représentante de la PSA (STS) au sein de la commission fédérale.

Les débuts du KTT ont été laborieux, les diverses tensions entre les associations de protection des animaux réunies devant s'aplanir. Mais aujourd'hui, la collaboration entre les membres du KTT est excellente et permet un véritable échange de compétences. Les membres actuels du KTT siègent dans les commissions suivantes : Fédérale (2), Bâle (3), Berne (3), Fribourg (1), Genève (2), Vaud (2), Zurich (3). Trois représentants de la LSCV siégeant dans une commission cantonale sont membres du KTT.

Correctif : dans notre dernier journal, l'article de la revue de presse intitulé « Russie-Prisonniers détenus comme des animaux » indiquait par erreur la surface de 60 cm² attribuée dans l'OPA pour des porcs à l'engras. Il fallait lire 0,6m².

Rentrez vos chats

Suite de la page I

Interrogés par la journaliste d'un quotidien romand, divers intervenants certifaient -par hypocrisie ou ignorance- que nulle part ailleurs en Romandie, on ne tire les chats errants¹ :

« Je n'ai jamais entendu parler de ce genre de choses » annonçait le vétérinaire cantonal neuchâtelois. « Non, non, on n'a jamais entendu parler d'une telle méthode pour éliminer les chats sauvages ici » annonçait à son tour la SPA genevoise. Fribourg annonçait également que la pratique du tir était inconnue. Quant au vétérinaire cantonal vaudois, il assurait : « Je n'ai pas connaissance de ce genre de pratique. Ce serait vraiment la méthode de dernier recours ».

Un mois plus tard, c'est le tir raté et particulièrement imbécile d'un auxiliaire du garde-faune à la Tour-de-Peilz (VD) sur un chat de trois ans, qui aura peut-être permis au vétérinaire cantonal vaudois d'apprendre que l'abattage de chats est couramment pratiqué dans son canton. Le chat mentionné plus haut, qui a eu la mâchoire fracassée par le plomb s'est retrouvé aux soins intensifs du Tierspital de Berne durant plusieurs semaines. La propriétaire de l'animal a déposé une plainte contre l'auxiliaire de chasse : « Les tirs contre les chats et les chiens errants ont été interdits, mais le responsable n'a été ni suspendu, ni désarmé ». Et quelles ont été les motivations du tireur pour liquider l'animal ? Il semblerait qu'une habitante ennuyée que ce chat traverse son jardin ait demandé qu'on l'en débarrasse !

Des tirs dans tous(?) les cantons

Les diverses statistiques cantonales de la chasse, consultables, sur Internet donnent une idée plus précise des tirs réels de félidés :

Fribourg : Les chasseurs ont déclaré 15 chats abattus en 2005, le service de la faune en a tiré 66. Il y a donc eu 81 chats abattus en 2005 dans un canton où cette pratique est « inconnue ».

Vaud : Le service de la faune en a abattus 10 en 2005. Les chasseurs-auxiliaires² (du service de la faune) en ont tirés 41, sous le couvert de « tirs de régulation ». Total : 51 chats « officiellement » tués en 2005. Le nombre de chats abattus par les chasseurs nous est inconnu.

Neuchâtel : Ce canton refuse de communiquer ses statistiques de tirs. Néanmoins, sachant que sa fédération de chasse n'hésite pas à annoncer chaque année le tir de plusieurs dizaines de lièvres, alors que cette espèce est menacée presque partout en Suisse³, on ne peut que conseiller aux propriétaires de chats neuchâtelois de veiller sur leur animal.

Genève : Pour un canton dans lequel la chasse est interdite, on peut s'étonner que 5 chats aient été abattus par les garde-faunes en 2006, 3 en 2005, 9 en 2004. Ce canton s'est même livré à un véritable abattage entre 1977 et 1987. Depuis l'interdiction de la chasse survenue en 1972, 2'702 chats ont été tirés.

Les cantons alémaniques semblent beaucoup plus frileux quant à la publication de ce genre d'informations, tout au

plus apprendra-t-on que Schaffhouse a tiré 4 chats en 2005. Néanmoins, savoir combien de chats sont réellement abattus chaque année en Suisse est impossible. Les statistiques fédérales de chasse ne l'indiquent pas, mais mentionnent par contre les périodes durant lesquelles on peut légalement tirer les chats. Quant aux chasseurs, entre les tirs réels et ceux déclarés (on se demande d'ailleurs pourquoi ils en déclarent une partie), il y a sans doute une telle différence, qu'il vaut mieux ne pas se lancer dans des estimations hasardeuses.



La mâchoire soutenue par un fixateur et nourri par perfusion au Tierspital, ce chat a encore eu de la chance d'être recueilli après avoir été tiré. Combien d'autres chats sont laissés mourant chaque année par les tireurs ?

Des tirs sous quelles conditions ?

La question se pose alors de savoir dans quelles conditions le tir des chats est autorisé ? Ces animaux doivent-ils être dépourvus de collier ou se trouver à une certaine distance des habitations ?

Vaud annonce autoriser les tirs si les

chats se trouvent à plus de 200 mètres des habitations. Cette mesure n'est pas respectée si on prend l'exemple du chat à la mâchoire fracassée. Dans un canton où cet animal est même déclaré « espèce chassable » chaque année entre octobre et février, s'assure-t-on au moins qu'il n'a pas de collier ? Non, répond le service de la faune. Mais les habitants des autres cantons ne sont pas mieux lotis : presque toutes les autres autorités cantonales ont à peu près tenu le même discours.

En conclusion, si la nuit prochaine « minou » ne rentre pas à la maison, la circulation routière n'est peut-être pas la seule responsable de cette disparition.

Le comité de rédaction

¹Appelé « chat haret », qui est un chat domestique retourné à l'état sauvage. Il peut avoir connu la vie auprès des hommes ou bien être né dans la nature. Il n'en reste pas moins un chat domestique. La différence entre le chat domestique proprement dit et le chat haret est donc uniquement éthologique. Le chat haret ne doit pas être confondu avec le chat sauvage, qui forme trois sous-espèces distinctes. A titre d'exemple, le chat haret a été retiré de la liste des espèces chassables en France et de la liste des espèces susceptibles d'être classées nuisibles en 1988.

² Suite au scandale provoqué par le tir du chat blessé à la mâchoire, le service vaudois de la faune interdit à ses auxiliaires, depuis avril 2007, d'abattre les chats. La gestion de ceux-ci est déléguée à la société vaudoise de protection des animaux (SVPA).

³ Il ne reste que trois populations de lièvres en Suisse : une à Genève, deux en Valais

Des campagnes de stérilisation coûteuses mais efficaces

Les chats harets, comme les autres animaux sauvages peuvent souffrir de diverses maladies et infections. Ils ont une vie généralement assez courte. Mais à la différence des

autres espèces animales « sauvages », chats harets et chats domestiques se mélangent, notamment pour la reproduction. Le chat domestique est ainsi exposé aux maladies transmissibles par le chat haret. Du point de vue de la protection des animaux, laisser la population de chats harets se reproduire sans contrôle n'est pas plus acceptable que le tir de ces animaux. Beaucoup de SPA cantonales sont engagées dans des campagnes de stérilisation et de castration de chats errants. La Protection Suisse des

Animaux (PSA/STS) annonce distribuer CHF 250'000.-- par an pour financer la dizaine de milliers de castrations effectuées par les 62 sections existantes dans le pays.

Bien que n'étant pas un refuge pour animaux, la LSCV finance également des campagnes de stérilisation dans plusieurs cantons, principalement à Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel, le Tessin et Zoug. Les conditions émises pour que la LSCV finance ces actions sont les suivantes :

- les chats capturés doivent être relâchés au même endroit après l'opération ;
- la population de chats doit être maintenue stable, dans la mesure du possible ;
- les chats opérés doivent être nourris régulièrement.

La chasse sert-elle vraiment à quelque chose ?

Avec 35'000 chasseurs en Suisse, dont 4'900 en Suisse romande, la chasse sert en tout cas à nourrir un lobby.

Mais d'une manière générale, la faune a-t-elle besoin d'être régulée, et la chasse se déroule-t-elle d'une manière éthique ?

Les déséquilibres dans la nature sont tels, que certaines espèces animales ne peuvent pas se « réguler » naturellement, à l'exemple du sanglier. Sans prédateur naturel, avec nos cultures extensives qui sont de véritables supermarchés ouverts, il est absurde de penser que le nombre de sangliers puisse se stabiliser sans intervention humaine. Ainsi, tirer un certain nombre de ces animaux ou les laisser se multiplier et payer les dégâts aux cultures

résulte d'un choix de toute façon lourd de conséquences.

Par contre, en consultant les diverses statistiques annuelles de chasse –des cantons qui les publient- et en prenant connaissance des espèces abattues, on a plutôt l'impression que la chasse n'a pas pour but de « réguler » les animaux sauvages, mais bien d'en abattre un maximum, tout en essayant de faire en sorte que les survivants soient suffisamment nombreux pour se reproduire et assurer ainsi l'abattage suivant. Quelle est la justification pour abattre des oiseaux migrateurs, par exemple ? Les chasseurs se disent « amoureux de la nature ». Aimer

la nature consiste-t-il à tirer sur les oiseaux qui passent au dessus de leurs têtes ?

Le canton de Genève qui a interdit la chasse il y a plus de trente ans, répond à quelques unes de ces questions. La situation n'y est pas parfaite. Mais dans un canton dans lequel la pression politique en faveur des tirs d'animaux est très forte -beaucoup d'élus politiques sont agriculteurs, chasseurs ou les deux à la fois-, la gestion de la faune par le service compétent y est finalement exemplaire.

Ceci fera l'objet d'un article détaillé dans notre prochain journal.

Luc Fournier

Rapport sur les résultats de la procédure d'audition relative à l'Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn)

Comme indiqué dans notre précédent journal, nous publions un bref aperçu du rapport mentionné. Pour rappel, la Loi sur la protection des animaux (LPA), votée par le peuple en 1978 a été entièrement révisée par le parlement et adoptée le 16 décembre 2005. La nouvelle loi entrant en vigueur début 2008, il incomba au Conseil fédéral d'adapter l'actuelle ordonnance pour la protection des animaux, puisqu'elle a pour vocation de préciser les articles de la loi, notamment ceux qui fixent les mesures minimales concernant la détention des animaux.

La consultation du 1er projet d'ordonnance rédigé par l'Office vétérinaire fédéral a été soumise aux parties intéressées entre juillet et novembre 2006. A l'échéance de cette consultation, 536 prises de positions ont été transmises au Conseil fédéral. Tous les cantons ont participé à la consultation, ainsi que 9 partis politiques et 331 organisations ou associations. 170 courriers adressés par des particuliers ont fourni plus de 3000 signatures. Le projet de révision a été salué par 14 cantons (AG, BE, BL, FR, GE, JU, NE, SG, SH, SO, TG, TI, UR, ZH), 7 autres l'ont contesté (AI, GL, GR, OW, SZ, VD, VS).

Le rapport faisant 111 pages et traitant de tous les domaines dans lesquels l'utilisation et la détention d'animaux sont possibles, nous ne détaillerons que les articles du chapitre 10, qui traitent de l'expérimentation animale. Nous rappellerons cependant quelques pratiques actuellement autorisées et contre lesquelles, avec d'autres organismes de protection des animaux, nous nous sommes opposés. Nous avons demandé, par exemple :

- L'interdiction de l'utilisation d'animaux vivants pour le nourrissage d'animaux sauvages si d'autres moyens permettent d'alimenter ces animaux** (art.2). On peut noter que le service vétérinaire fribourgeois a même soutenu une interdiction totale.



Les rongeurs sont souvent offerts comme proies vivantes sans cela ne soit nécessaire

Argumentation LSCV: «(...) beaucoup d'animaux sauvages, notamment les reptiles, sont nourris avec des animaux vivants dans le but de leur fournir une distraction ou pour

éviter au détenteur de l'animal de devoir animer un animal mort dans le but de lui faire avaler la proie.

Un animal (proie) vivant ne doit pas être un palliatif à de mauvaises conditions de détention pauvres en stimuli. Imposer cette situation à un animal est un acte cruel si d'autres dispositions peuvent être prises.

- L'interdiction de l'utilisation d'animaux vivants dans la formation de chiens destinés à la chasse au terrier** (art.68).

Argumentation LSCV: «(...) La chasse au terrier est parfaitement contraire aux principes mentionnés dans la LPA, qui mentionne notamment à l'art.4 que «personne ne doit de façon injustifiée causer à des animaux, des douleurs, des maux (...), les mettre dans un état d'anxiété (...). La chasse au terrier ne trouve de justification que dans une «tradition», qui n'a plus sa raison d'être. La régulation des animaux concernés par cette chasse peut se pratiquer par d'autres moyens, comme par des tirs à l'affût. La chasse au terrier ne trouvant plus sa source dans la LPA actuelle, l'entraînement de chiens à cette fin, si elle est mentionnée, doit être interdite».

- L'interdiction d'élever des animaux pour la chasse** (art.82).

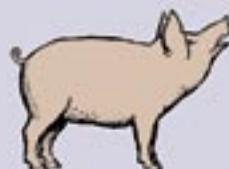
Argumentation LSCV: «il est inconciliable avec la dignité de l'animal et avec l'éthique de la protection des animaux d'élever des animaux uniquement dans le but de les mettre en liberté pour ensuite les chasser. Ceci d'autant plus que cette méthode surannée d'élevage et de lâcher n'est presque plus pratiquée en Suisse».

- L'interdiction des abattages rituels ou de la décapitation de la volaille sans étourdissement préalable** (art.149).

Argumentation LSCV: «La notion d'abattage rituel doit être supprimée. Les volailles aussi ont droit à des méthodes modernes et humaines d'étourdissement et d'abattage. La décapitation et les abattages rituels provoquent aux animaux des douleurs inutiles ainsi que de la souffrance et sont en conséquence à interdire, respectivement autorisés sous étourdissement préalable».

Les éleveurs de bétail opposés à la nouvelle ordonnance

On signalera encore que plusieurs mesures visant à mieux détenir les animaux de rente sont vivement combattues par les fédérations et les représentants des milieux agricoles. Certaines contestations sont assez choquantes et nous apparaissent même comme contraires à leurs intérêts : Les producteurs de viande suisse ne pourront financièrement jamais rivaliser avec la production de viande étrangère. Dès lors, si nos producteurs ne sont pas à même de garantir un élevage respectueux des animaux détenus, on se demande bien pourquoi le consommateur se priverait d'acheter du porc breton ou de la dinde chinoise.



Parmi les contestations assez scandaleuses, on citera par exemple :

- Celle des éleveurs de porcs, soutenus par quelques cantons et partis politiques, et qui sont opposés à l'augmentation de la surface au sol de 0,6 (ordonnance actuelle) à 0,9m² (nouvelle ordonnance) par porc. Sachant que ceux-ci peuvent peser une centaine de kilos en fin d'engraissement, même 0,9 m² par animal reste une détention honteuse !

- Les éleveurs de lapins demandent également la suppression des surfaces surélevées dans les clapiers. Celles-ci permettent pourtant aux femelles ayant mis bas de s'isoler de leurs progénitures, comportement qui se retrouve à l'état sauvage (les petits sont alimentés une fois par jour par la mère, qui quitte ensuite le terrier en rebouchant son extrémité).

- Les éleveurs de volailles exigent quant à eux la suppression des perchoirs !

Chapitre 10: Expérimentation animale - Prises de position

Compte-rendu par article :

Section 2: Animaux d'expérience

Art. 155 Détentio

«Les organisations de protection des animaux (38 prises de position) demandent que la détention individuelle d'animaux insociables ne soit autorisée qu'à titre exceptionnel et à court terme».

Art. 158 Provenance des animaux d'expérience :

(Captures d'animaux sauvages pour les laboratoires. N.d.l.r.)

«Les instituts universitaires et pharmaceutiques craignent que cet article interdise l'examen des animaux. De nombreux instituts de recherche (155) demandent qu'il soit reformulé de façon à continuer d'autoriser les expériences zoologiques sur les animaux sauvages.

Le KTT, la LSCV et le parti socialiste suisse demandent que l'on définitse des restrictions, de façon à ne pas mettre en péril la préservation des espèces et de ne pas soumettre les animaux capturés à des contraintes» (*il s'agit surtout d'interdire la capture d'animaux sauvages – principalement des primates- alors qu'il est prouvé que leurs piégeages et leurs transports provoquent des souffrances et une mortalité élevée. De plus, comment convaincre les populations africaines, par exemple, de préserver certaines espèces de primates en voie de disparition, si nos universités et industries pharmaceutiques viennent se servir pour alimenter leurs laboratoires? N.d.l.r.*).

Art. 159 Marquage des animaux d'expérience

«La LSCV demande que les marquages d'animaux soient saisis dans une base de données ne dépendant ni de l'éleveur ni du fournisseur, afin de prévenir tout commerce illégal. Les lapins doivent eux aussi impérativement être marqués.

GR, TG, TI, ZH et l'association suisse des vétérinaires cantonaux, demandent que l'on prévoit pour tous les animaux d'expérience, y compris les rongeurs de laboratoire, les techniques de marquage les moins contraignantes» (*actuellement, l'ablation des phalanges – section d'un doigt sans anesthésie- chez les rongeurs est le marquage le plus couramment pratiqué. N.d.l.r.*).

Art. 172 Obligation d'annoncer les porteurs d'une mutation délétère et autorisation ultérieure

«Les organisations de protection des animaux (38 prises de position) demandent que l'on ajoute que les lignées et les souches d'animaux non autorisées (*car provoquant des souffrances injustifiées. N.d.l.r.*) doivent être signalées aux autorités cantonales ainsi qu'aux commissions pour l'expérimentation animale et à l'OVF».



La capture d'animaux sauvages pour alimenter les laboratoires d'expérimentations animales doit cesser

Art. 180 Critères pour évaluer le caractère indispensable des expériences qui causent des contraintes aux animaux

«Le STS (PSA), Vier Pfoten, la LSCV ainsi que 36 autres organisations de protection des animaux demandent que le requérant soit tenu de prouver que l'expérience prévue peut être réalisée avec les animaux concernés. Les expériences avec les primates devraient faire l'objet d'une expertise pluridisciplinaire».

Art. 181 Expériences causant des contraintes: buts d'expériences inadmissibles

«Les universités et hautes écoles (164) craignent que ces dispositions nuisent à l'enseignement. La LSCV, le STS (PSA) ainsi que 37 autres organisations de protection des animaux et Vier Pfoten demandent l'interdiction des expériences en relation avec le tabac, les armes et les munitions, les produits cosmétiques, les produits



Pour reconnaître les souris dans les cages, les chercheurs leurs coupent à chacune une ou plusieurs phalanges

de lessive ainsi que les «produits life-style» et la «functional food».

Les mêmes organisations de protection des animaux demandent que l'on interdise les expériences causant des contraintes dans la recherche de base ainsi que les expériences causant des contraintes, mineures ou majeures, aux primates. Sept organisations requièrent une interdiction générale des expériences avec des singes anthropoïdes».

Section 7: Annonces et contrôles

Art. 191 Contrôles

«La LSCV aimerait que l'on prescrive que les contrôles soient effectués de manière inopinée» (*actuellement et dans la plupart des cas, les contrôles d'expériences dans les laboratoires sont préalablement annoncés. N.d.l.r.*).

Art. 193 Commission cantonale pour les expériences sur les animaux

«Selon le KTT et la LSCV, les autorités cantonales devraient s'assurer que l'offre de perfectionnement soit adaptée aux besoins des membres de la commission (*cet article prévoit l'obligation pour les membres des commissions de suivre des cours de perfectionnement, par ex. sur l'application de la législation. N.d.l.r.*). Ces derniers devraient procéder à des contrôles inopinés indépendamment des autorités cantonales (*actuellement, certains cantons obligent les commissaires à effectuer leurs contrôles en présence des autorités, qui ont souvent « pris rendez-vous » avec le laboratoire à contrôler! N.d.l.r.*).

Le FFVFF (Stiftung Fonds für versuchstierfreie Forschung) demande que les membres de la commission cantonale aient la possibilité de faire appel à des spécialistes externes. Le secret de fonction devrait être assoupli en conséquence».

Section 9: Statistique et information du public

Art. 194

«Les universités et sociétés pharmaceutiques craignent que les dispositions de l'article 190 (*recensement des animaux élevés ou utilisés par les laboratoires. N.d.l.r.*) conduisent à une augmentation massive (*du nombre*) des animaux (*recensés*), ce qui pourrait avoir pour conséquence de nuire à la protection du climat et partant, à la recherche (*actuellement, un grand nombre d'animaux détenus dans nos laboratoires n'apparaissent dans aucune statistique. Grâce à cet article, nous allons enfin savoir combien ils sont. Si les laboratoires ont peur que ce chiffre nuise « à la protection du climat », il doit être scandaleusement élevé ! N.d.l.r.*).

Le parti socialiste suisse et 39 organisations de protection des animaux demandent en revanche plus de transparence, à savoir être informés sur le nombre des animaux et sur les pollutions (*expériences inutiles*. N.d.l.r.) qui pourraient résulter des projets d'expérimentation animale autorisés. Sept organisations de protection des animaux estiment que le rapport évoqué à l'alinéa 3 doit aussi informer sur les alternatives.

Le KTT demande que l'OVF soit contraint d'adapter régulièrement les directives sur l'expérimentation animale et sur les méthodes alternatives à l'état des connaissances scientifiques».

Chapitre 15: Exécution

Art. 208 Surveillance, formation et information

«Le KTT et la LSCV demandent que l'on établisse que l'OVF doit informer les cantons et les commissions cantonales sur les nouvelles méthodes et techniques scientifiques permettant de réduire le nombre d'animaux. La société vaudoise pour la protection des animaux (SVPA) souhaiterait que l'on établisse dans un nouvel alinéa le principe fondamental que les autorités de surveillance peuvent confier certaines tâches à des organisations privées reconnues».

Annexe 1: Exigences minimales pour la détention d'animaux domestiques

12 Porcs

«Le KTT et la LSCV aimeraient que l'on supprime la mention «minipigs exceptés» dans le titre et que l'on définisse également des dimensions minimales pour ces animaux» (*à ce jour, aucune directive ni texte de loi ne définissent une détention minimale pour les minipigs, qui sont des porcs de petite taille élevés principalement pour l'expérimentation animale. N.d.l.r.*).



Les scandaleuses conditions de détention des animaux de laboratoires dans notre pays, ne sont pas justifiée pour des raisons scientifiques mais économiques

Annexe 3: Exigences minimales concernant la détention des animaux d'expérience dans des animaleries autorisées

31 et 32 Petits rongeurs

«De nombreuses prises de position (194) (*principalement des milieux scientifiques. N.d.l.r.*) rejettent les exigences spéciales prévoyant les objets à ronger, la structure du fourrage ou les cachettes (*dans les cages*), car ces données pourraient compromettre des analyses comparatives avec d'autres pays, limiter la visibilité des animaux, avoir des effets sur les comportements liés à la peur ou encore générer des problèmes physiologiques en relation avec l'alimentation.

Selon la LSCV, le STS (PSA), Vier Pfoten, l'Institut de protection des animaux de l'université de Berne (Universität Bern, Institut für Tierzucht) et plus de 30 autres organisations de protection des animaux, les dimensions minimales sont insuffisantes et peuvent conduire à une détention dans des conditions cruelles pour les animaux et ainsi nuire à la fiabilité des résultats de la recherche» (*Les scientifiques annoncent qu'une amélioration de la détention des rongeurs nuira aux résultats des expériences, les associations de protection des animaux prétendent le contraire. Publications scientifiques à l'appui! N.d.l.r.*).

Quelques perles rares

A la lecture de ce rapport, nous avons également pris connaissance de prises de position et argumentations pour le moins étonnantes. Certaines pourraient être assez drôles, si elles ne se trouvaient pas dans un document officiel. D'autres sont franchement inquiétantes...

Notre tiercé gagnant :

1ère place attribuée à l'Université et EPF de Zurich, pour le meilleur conflit d'intérêt révélé à l'article 192 « Commission fédérale pour les expériences sur animaux » :

«*L'Uni et l'EPF de Zürich demandent que le président de la commission fédérale soit indépendant des autorités cantonales et que les membres de la commission ayant participé à la procédure cantonale se retirent.*»

Il faut admettre qu'ils n'ont pas beaucoup de chance ces scientifiques zürichoises : La commission zurichoise chargée de contrôler les expériences sur les animaux est une des seules commissions –peut-être avec Berne- qui fonctionne correctement en Suisse. De plus, l'excellente Claudia Mertens, une des trois représentantes de

la protection des animaux (pour le Zürcher Tierschutz) dans la commission zurichoise, est également membre de la commission fédérale. Pour finir, la vétérinaire cantonale zürichoise Regula Vogel, tient la présidence de la commission fédérale.

On peut voir dans cette demande de l'Uni et de l'EPFZ un cri du cœur, demandant si possible qu'à l'avenir, les personnes les moins compétentes évaluent leurs demandes d'expérimentations animales. Comme cela se fait dans beaucoup d'autres cantons.

1ère place ex-aequo attribuée au canton de Neuchâtel, également pour le meilleur conflit d'intérêt révélé à l'article 193 « Commission cantonale pour les expériences sur les animaux » :

«*NE estime que rien ne s'oppose à ce qu'un représentant de l'autorité cantonale ne*

fasse partie de la commission et déclare que la disposition sur le perfectionnement des membres de la commission est totalement disproportionnée et inapplicable dans les petits cantons.»

La commission du canton de Neuchâtel est de celles qui discréditent l'ensemble des commissions cantonales. Par exemple, alors que l'ordonnance actuelle mentionne que la commission doit être « indépendante » de l'autorité cantonale (de par les membres qui la composent), le vétérinaire cantonal y était, jusqu'à peu son président ! Après la modification du règlement de cette commission, il a finalement laissé sa place à... son adjointe.

Nous avons eu un échange de courrier en 2004 avec ce vétérinaire cantonal, dans lequel nous dénoncions cette situation. Mais ni le Conseiller d'Etat neuchâtelois (B.Soguel) en charge de ce département ni l'OVF n'ont jugé utile de rendre à cette commission son indépendance. Bien que l'OVF, dans sa nouvelle ordonnance interdise cette fois clairement à un collaborateur de l'autorité de participer aux travaux de sa commission. D'où l'aterrissement, sans doute, du canton de Neuchâtel.

Rôle des commissions cantonales sur l'expérimentation animale

Laloi et l'ordonnances sur la protection des animaux obligent les cantons autorisant des expérimentations animales à créer une commission indépendante de l'autorité (souvent représentée par l'Office ou le Service vétérinaire cantonal). Composée de représentants des milieux scientifiques et de protection des animaux, son rôle est d'étudier les nouvelles demandes d'expérimentations animales des scientifiques et d'émettre un préavis sur celles-ci à l'attention de l'autorité. Si la décision finale (autorisation ou refus de l'expérience) de l'autorité va à l'encontre de la décision de la commission, elle a l'obligation de motiver sa décision¹.

S'il existe actuellement 18 commissions cantonales, on peut regretter que dans certaines d'entre elles, les représentants de la protection des animaux ne remplissent pas leur rôle. Soit parce qu'ils ne sont pas compétents dans ce domaine, ou pire encore, parce qu'ils sont favorables à l'expérimentation animale. Il s'agit souvent de représentants de refuges pour animaux (SPA), généralement placés par les autorités cantonales et donc quasiment impossibles (pour des associations ouvertement opposées à la vivisection comme la LSCV) à éjecter de leurs postes. Que des associations de protection des animaux placent dans ces commissions des représentants uniquement pour dire à leurs membres : « Oui, nous luttons contre l'expérimentation animale, la preuve : nous avons un représentant de notre association dans la commission », est une honte et nous irrite au plus au point. Nous n'avons qu'un souhait : que ces personnes partent rapidement et laissent leurs places à des protecteurs des animaux réellement convaincus du travail à accomplir.

Luc Fournier

Représentant de la protection des animaux au sein de la commission sur l'expérimentation animale du canton de Genève depuis 1997, du KTT depuis 2002.

¹ Cette disposition à elle seule, justifie l'indépendance de la commission vis-à-vis de l'autorité cantonale

3ème place attribuée à « Interessengemeinschaft Hovawart Gebrauchshunde » et « Interessengemeinschaft Hundesportwettkämpfe » pour leur prise de position anxiogène dans l'article 69 « Manière de traiter les chiens » :

«Alors que «les organisations de protection des animaux et d'autres participants à la consultation (105) demandent l'interdiction de l'entraînement des chiens en vue d'agresser et de mordre. Un tel entraînement doit être réservé à la police, aux douaniers, à l'armée ou aux entreprises de sécurité reconnues par l'Etat»;

«Interessengemeinschaft Hovawart Gebrauchshunde et Interessengemeinschaft Hundesportwettkämpfe (que l'on pourrait traduire par «groupement d'intérêt des chiens de races Hovawart» et «groupement d'intérêt des chiens de compétitions sportives») de même que 1981 citoyennes



et citoyens demandent la suppression de l'interdiction des coups de bâton, estimant qu'il est normal pour le chien de se mesurer à ses congénères en cherchant le contact physique avec eux et que les coups de bâton sont nécessaires pour tester la solidité nerveuse des chiens. Il faudrait donc, soit interdire uniquement les coups de bâton administrés pour vaincre les craintes et le mal-être de l'animal, soit autoriser l'utilisation de bâtons souples par les autorités chargées de l'élevage des chiens pour vérifier si les chiens sont aptes au service. Ces bâtons devraient aussi être autorisés dans le cadre de compétitions internationales ou pour tester les limites instinctives de l'animal».

Ainsi, près de 2000 personnes en Suisse veulent sérieusement pouvoir matraquer leurs chiens pour des raisons éducatives... Cette argumentation, qui à notre avis relève de la psychiatrie, laisse sans voix.

Le comité de rédaction

Revue de presse

► Danemark

Discussion sur le transport des animaux par le Ministère de l'agriculture

Suite aux articles parus dans la presse, dénonçant les transports d'animaux de boucherie entre le Danemark et la Russie, le Ministre de l'agriculture Hans Christian Schmidt a engagé, lors d'une réunion ministérielle, une discussion sur le transport des animaux de boucherie au-delà des frontières de l'UE. Sur une base volontaire, le Ministre veut mettre en place des critères portant sur le bien-être animal et sur la qualité des produits. Les éleveurs de porcs danois ont déjà signé un accord qui impose deux arrêts lors des transports de plus de 24 heures.



► Angleterre et Pays de Galles

Loi pour le bien-être des animaux enfin en vigueur

Depuis le mois d'avril, les propriétaires d'animaux ont l'obligation légale de prendre soin de leurs animaux. Chaque personne ne respectant pas la nouvelle loi peut être traduite en justice et risque une peine allant jusqu'à une année de prison et 30'000 euros d'amende. La nouvelle loi exige que les propriétaires :

- mettent à disposition un cadre adapté aux besoins de l'animal et lui garantissent une nourriture propre à son espèce ;
- s'assurent que les animaux ne développent pas de stéréotypie (troubles du comportement), vivent seuls ou en groupe selon l'espèce. Leur détention ne doit pas non plus provoquer de douleurs, souffrances, blessures ou maladies.

Jusqu'à présent les détenteurs d'animaux ne pouvaient être traduits en justice qu'en cas de cruauté envers un animal. Avec la nouvelle loi, les propriétaires d'animaux ont également l'obligation de s'occuper «convenablement» de leurs animaux. Une table ronde a été mise sur pied par le gouvernement pour décider si les règlements doivent être renforcés.



- La validité des expériences sur les animaux remise en cause dans une étude scientifique

Inutiles expériences...

Cette étude scientifique, qui avait pour but de démontrer si les expériences sur les animaux pouvaient ou non donner des informations valables pour la médecine humaine, a dévoilé le manque de fiabilité des expériences. Le résultat, particulièrement consternant, a mis en évidence que :

- la plupart des expériences n'étaient pas capables de prévoir l'effet des agents traitants sur l'humain ;
- les travaux étaient généralement mal exécutés ;
- beaucoup d'expériences sur les animaux avaient été faites alors que des études cliniques sur l'humain avaient déjà été accomplies.

176 expériences sur les animaux analysées

Neuf scientifiques indépendants de Grande-Bretagne et d'Argentine ont étudié six méthodes de traitements qui ont eu des effets positifs ou négatifs sur l'être humain. Ces études concernaient le traitement de traumatismes crâniens, de pertes de sang, les attaques cardiaques, les problèmes de poumon chez les bébés prématurés ainsi que de l'ostéoporose.

Pour réaliser ce projet, les comptes-rendus de travaux pratiqués sur les animaux ont été comparés avec des statistiques relatives à la prévision des effets sur l'être humain. De ce fait, 176 expériences ayant utilisé un total de 5'619 animaux (singes, rats, moutons, lapins et vaches) ont été analysées. Ces expériences ont été massivement critiquées dans les six cas, pour avoir été mal planifiées

et être de mauvaise qualité.

Quatre des six méthodes de traitements n'ont pas pu prévoir les effets sur l'homme. Deux donnaient même des contre-indications, à savoir qu'un traitement positif sur l'animal s'est avéré être négatif sur l'humain. Beaucoup d'expériences ont même été faites sur les animaux longtemps après que les méthodes de traitement aient été pratiquées sur l'homme. L'étude en a conclu que les scientifiques travaillant en recherche fondamentale et ceux en applications cliniques ne communiquent pas entre eux (ce qui n'est pas nouveau. Ndr).

Contribuable pigeonné

Au-delà du scandale résultant de l'utilisation inutile d'animaux et du mépris pour la souffrance de ceux-ci, on est quand même frappé de constater que des vivisecteurs aient réussi à trouver des pigeons pour financer des expériences sur les animaux, alors même que des études similaires étaient déjà été pratiquées en milieu hospitalier. On se moquerait de savoir que des financiers dénués d'éthique aient perdu de l'argent dans ces expériences bidons, si celles-ci n'étaient pas dans la plupart des cas financées par le biais des contribuables - la recherche fondamentale étant une des spécialités de la recherche publique !

Le comité de rédaction

L'étude de l'Université de Birmingham peut être lue dans son ensemble sur leur site <http://www.pcph.bham.ac.uk/publichealth/nccrm/publications.htm>.

13e exposition internationale d'animaux de compagnie

animalia

20 et 21 octobre 2007, Palais de Beaulieu – Lausanne (VD)

La Ligue sera présente à ANIMALIA et nous nous ferons un plaisir de vous accueillir sur notre nouveau stand. Plusieurs modèles synthétiques qui permettent le remplacement d'animaux lors des exercices de chirurgie seront exposés, notamment deux modèles de la firme ELASTRAT (www.elastrat.com) qui les a aimablement mis à notre disposition.

Des DVD sur d'autres alternatives comme les « POP Trainers » ou les modèles « PVC-Rat » seront aussi diffusés sur écran. Il devrait également être possible d'essayer divers programmes alternatifs de « dissections » sur ordinateur.

Plusieurs membres du Comité seront également présents pour répondre à vos questions sur le fonctionnement de la Ligue et sur nos actions en cours.

Salon ANIMALIA. Heures d'ouverture : samedi et dimanche : 9h30 – 18h00

Revue de presse

► Suisse

Opération libération

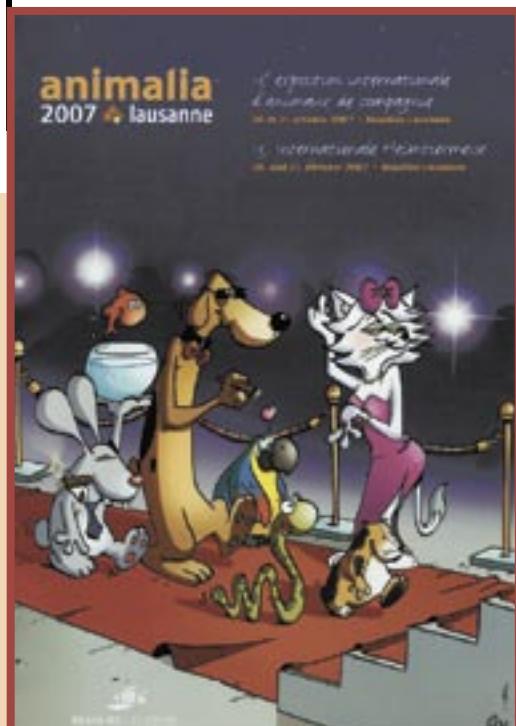
Dans la nuit du 30 mai, des inconnus ont libéré des animaux du zoo de Maglias (TI).

Deux lynx, quatre rats laveurs, deux vautours et un hibou royal ont ainsi été relâchés dans la nature. Un lynx a été rapidement repris. Le deuxième a été abattu par un garde-chasse une semaine plus tard « pour des raisons de sécurité publique ». La semaine suivante, un des deux vautours est mort en tombant d'un arbre après avoir été anesthésié par un garde-chasse. Les autres courrent (ou volent) toujours.

► Angleterre

Les animaux toujours victimes de la bêtise humaine

Un chien de la race Corgi, race préférée de la reine Elisabeth II, a été mangé en direct le 29 mai à l'antenne d'une radio londonienne. L'auteur du repas voulait protester contre la mort violente d'un renard en début d'année, lors d'une partie de chasse à laquelle participait le prince Philip, époux de la reine. Il entendait également dénoncer l'incapacité de la Société royale pour la prévention de la cruauté envers les animaux (RSPCA) de poursuivre le prince Philip, pour avoir tiré sur l'animal, l'avoir laissé cinq minutes à l'agonie avant de le frapper à mort à l'aide de gourdins en bois.





Océans poubelles et hécatombe d'animaux

Briquets, bouchons et autres morceaux de plastiques de toutes les tailles et de toutes les couleurs. C'est le contenu de l'estomac d'un poussin albatros retrouvé mort de faim, qui a illustré, en mai passé, la dernière campagne de Greenpeace contre la pollution des océans.

10 millions de tonnes de déchets plastiques se retrouvent ainsi déversées chaque année dans nos océans, soit environ 10% de la production mondiale annuelle.

Si on comptabilise en moyenne une dizaine d'objets au km² à la surface de l'eau (jusqu'à 690'000 objets au km² ont été comptabilisés en Indonésie), 70% des déchets se retrouvent au fond des mers. Ainsi, sacs plastiques, cordelettes, élastiques etc. provoquent chaque année la mort de plus d'un million d'oiseaux marins et d'un millier de mammifères et de tortues.

50% de mortalité chez les jeunes albatros

Une étude de la colonie d'albatros de l'île de Midway (Hawaï) a démontré que la nourriture apportée par les parents pour nourrir les poussins contient tellement de déchets en plastiques, que la moitié des petits finissent par en mourir, par suites d'empoisonnements, de déchirures de l'estomac et d'autres lésions internes.

Si 20% des déchets plastiques proviennent principalement des navires, les 80% restant résultent en grande partie des rejets des égouts. Si aucune mesure radicale n'est prise, la situation écologique risque de s'aggraver dramatiquement, notamment en raison du développement économique de nombreux pays du sud où la production de matière plastique tend à se développer.

«La mer est l'égout final de l'humanité» explique Bernard Cressens, directeur scientifique de WWF-France.

«Une bouteille en plastique abandonnée dans le caniveau de votre ville a bien des chances de se retrouver quelques jours, quelques semaines ou quelques mois plus tard en pleine mer. Si nous voulons rétablir la situation, nous devons absolument changer notre mode de consommation. Nous traitons le plastique par le mépris pour la simple raison qu'il est très bon marché. Mais il s'agit d'un matériau noble dans le sens où il possède l'éminent avantage de durer. Il nous faut apprendre à le considérer moins pour ce qu'il coûte que pour ce qu'il est».

► Hong kong

Le gouvernement fait abattre 40'000 porcs

Evoquant une pollution atmosphérique élevée, le gouvernement de Hong Kong a ordonné la fermeture des porcheries et l'abattage des 40'000 porcs détenus dans celles-ci. Alors que les autorités avaient promis, d'une part une compensation financière pour les éleveurs et d'autre part que les animaux seraient «euthanasiés humainement et gratuitement», les porcs entassés dans des camions et acheminés dans un des centres de gestion de la ville, ont été sauvagement abattus dans les camions.

Un abattage durant 45 minutes

Des journalistes ont pu prendre en photo un des fonctionnaires du gouvernement armé d'un fusil de chasse, passant de camion en camion pour abattre les porcs les uns après les



autres, sans prendre la peine d'achever les animaux agonisants. Les cris perçants des porcs baignant dans des flaques de sang ont particulièrement

choqué les vétérinaires présents, qui avaient refusé de participer à l'abattage.

Justifiant celui-ci, le gouvernement a estimé avoir dépensé suffisamment d'argent pour indemniser les éleveurs et préféré un abattage plus économique, tout en niant qu'il ait pu engendrer des souffrances animales.

Après avoir visionné les images, des avocats ont accusé le gouvernement d'avoir maltraité des animaux et ainsi violé les lois en vigueur : «Les porcs sont des animaux dont la conscience peut être comparée à celle d'enfants de trois ans. Il est évident que ces animaux ont dû être terrifiés durant cet abattage ! Il est inacceptable que le gouvernement autorise une pratique, qui est en totale opposition avec les mesures qu'il a imposées dans les abattoirs».

Article traduit du chinois et résumé à partir d'une information parue dans le journal Hong kongais «The Netx Magazine» en mars 2007



Production intensive du lait : de la vache aux cochons

La vache : une bonne usine à lait

On les voit partout, les vaches, elles sont la fierté de nos éleveurs.

Vaches omniprésentes, dont l'image mille fois commercialisée est devenue le symbole de notre pays. Impossible de n'avoir pas vu «Milka» ou «Lovely», stars des médias. Mais qui sait vraiment comment vivent ces animaux énigmatiques ?

Certes, on pense bien que toutes ne dansent pas toute leur vie comme la jolie vachette Holstein. Cependant, la plupart des gens ignorent tout de leur vie ordinaire, triste et monotone, et le dur labeur de ces usines à lait ambulantes. Quant aux enfants, ils ne voient dans le lait rien d'autre qu'un liquide blanc, à leur disposition et conditionné en berlingots.

Pas de veau : pas de lait

Or, sans la naissance d'un veau, il n'y a pas de lait. De même que sans la naissance d'un agneau ou d'un cabri, il n'y a pas de lait non plus.

Rares sont les vaches qui connaissent le père de leurs enfants. A l'âge de 24-32 mois, la vachette sera inséminée pour la première fois de sa vie. Rarement par un beau taureau, mais par un homme dit «le taureau valise». Celui-ci se rend sur l'exploitation et insème la vache désignée avec le sperme d'un taureau choisi sur catalogue, selon les désirs du propriétaire.

280 jours plus tard, elle donne naissance à son premier veau. La lactation se déclenche aussitôt : l'éleveur peut alors la traire. Trois mois après la première naissance elle sera inséminée à nouveau. Et deux mois avant la naissance du 2ème veau, la lactation sera interrompue, moyennant une modification de l'alimentation et l'arrêt de la traite. Avec la naissance du 2ème veau, la seconde période de lactation se déclenche et durera jusqu'à deux mois avant la 3ème naissance, et ainsi de suite.

En première période de lactation, une vache de «haut rendement», telle la race Holstein, produit de 8'000 - 9000 kg de lait. Durant les périodes suivantes elle «monte» à 9'000 - 10'000 kg, alors qu'au même moment se crée dans son ventre un veau qui pourra peser une quarantaine de kilos et plus à sa naissance. La vache est donc toute sa vie durant : soit portante soit en production de lait ou les deux en même temps. Son corps doit accomplir une performance énorme. Et si il ne le peut plus, les jours de la vache sont alors comptés.

Non, les vaches modernes, mutilées par l'écornage, amaigries et que leurs mamelles surdimensionnées empêchent de marcher et de se coucher normalement, n'ont rien de commun avec la bienheureuse, belle et espiègle Lovely.

Le bonheur est dans le pré, pas dans l'étable

Selon la législation Suisse en vigueur, les vaches, attachées dans l'étable, doivent pouvoir sortir chaque année durant 90 jours en plein air, dont en tous cas 30 durant les mois d'hiver. Cette prescription déplaît fortement à certains paysans et à leurs représentants, tel le conseiller d'état fribourgeois Pascal Corminboeuf qui a été jusqu'à déclarer qu'il ne voulait pas «que les vaches soient enfermées dehors» !

Ce que ce Monsieur appelle être «enfermé dehors», signifie en fait que les vaches sont en mesure, pour une durée décidée par leur propriétaire, de faire quelques pas sur un petit parc attenant à l'étable... Car même pour faire les cent pas il n'y a en général pas assez de place ! Le reste du temps, ces vaches enchaînées ne peuvent que se tenir sur place, debout ou couchées, et leurs rares mouvements peuvent encore être entravés par ce cruel dresse-vache électrique qui les empêche non seulement de se soulager mais aussi de faire leur toilette elles-mêmes ou de rendre ce service à une compagne de captivité.

De toute façon qu'elles soient bien ou mal traitées, les vaches donnent du lait et c'est bien tout ce qui importe.

Les veaux : de l'engraissement à l'abattoir

Comment se passe la vie ordinaire de ces attendrissants animaux ?

Immédiatement après la naissance, ils sont enlevés à leur mère. Pendant leurs premiers 6-8 jours ils recevront le premier lait de leur mère, le colostrum. Riche en anticorps, il est vital pour le nouveau né car il renforce ses défenses immunitaires. Par la suite, le veau peut être nourri avec le lait produit en excédent dans l'exploitation ou avec du lait en poudre acheté à l'extérieur. Cela signifie qu'il ne tètera jamais sa mère ni n'aura droit à ses soins et à son affection puisqu'il sera très vite placé loin d'elle, dans un box individuel ou un «igloo», un boxe en matière plastique. Eventuellement il jouira visuellement de

la compagnie de ses congénères plus ou moins du même âge, enfermés eux aussi. Le manque d'espace l'empêchera de se mouvoir comme le fait un jeune animal. Il ne jouera pas, ne sautera pas dans l'herbe et ne gambadera pas à travers le pré.

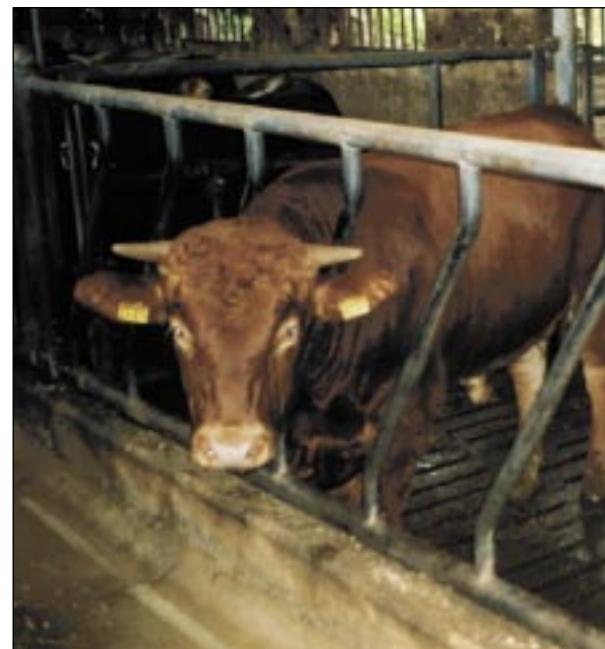
Si le jeune veau est de sexe féminin, il sera peut-être gardé sur l'exploitation en tant que remonte du troupeau et sera alors placé dans un enclos. Peut-être aura-t-il plus tard l'accès au pré. Si le veau est un mâle, il sera acheminé vers un marché aux veaux pour y être vendu à un engrisseur qui le détiendra jusqu'à ce qu'il ait obtenu «son poids d'abattage».



Veaux dans un igloo

Il passera toute sa vie enfermé, en toute impunité, et ce malgré l'article 2 de notre législation sur la protection des animaux qui stipule pourtant que «les animaux doivent être traités de la manière qui tient le mieux compte de leurs besoins.»

Les veaux sont les by-products de l'industrie du lait. La majorité des consommateurs de produits laitiers ignore leur vie de misère.





La vie pourrie des cochons

Quand avez-vous vu pour la dernière fois des cochons vivants? Il y a des centaines de milliers de cochons en Suisse, où se cachent-ils donc?

Bien confinés dans des hangars en bordure de forêt, aux abords de quelque gravière à l'extérieur des zones habitées, dans un bâtiment aux airs de petite usine. A moins que ce ne soit dans une de ces bâties délabrées, perdues dans la campagne ou cachés derrière la fromagerie ? C'est en tout cas à l'écart des lieux de vie qu'on les trouve, puisque les consommateurs - qui ne désirent d'autre odeur que celles de la viande qui rôtit sur un barbecue - ne sauraient être incommodés par les odeurs d'animaux vivants.

Les cochons, qui sont en vérité des animaux très propres, ne deviennent de prétendus «sales porcs» que dans l'exiguïté de leur confinement. Enfermés à vie pour la plupart, et sans aucun matériau d'occupation malgré ce que prescrit l'OPA, ces animaux intelligents et sensibles se morfondent à jamais dans un environnement qui ne respecte aucun des besoins liés à leur espèce. Par ailleurs, l'ordonnance sur la protection des animaux stipule que la nourriture des animaux doit être composée de façon à ce qu'ils puissent, en mangeant, satisfaire aux besoins liés à la prise de nourriture. Or, dans leur grande majorité, les porcs sont nourris jour après jour et leur vie durant d'une même bouillie faite de petit-lait et de céréales. Le petit lait est en fait le by-product de la

fabrication du fromage. Il faut environ 400 litres de lait pour la fabrication de près de 35kg de fromage à pâte dure. Etant donné qu'1 kg de lait contient 87,5 % d'eau, on imagine la quantité énorme de petit lait qu'une fromagerie comme la fameuse «fromagerie de Gruyères» doit écouler. Dans cette seule fromagerie, 19 000 litres de



lait sont transformés quotidiennement en fromage; le petit lait, lui, est livré aux porcheries environnantes.

Les cochons sont donc les derniers sur la liste des animaux victimes de la production de lait.

Des porcheries modernes... qui se moquent du bien-être des animaux

Ces dernières années, plusieurs grandes porcheries dites modernes ont été construites. Dans ces élevages, les animaux ont la possibilité de jouir d'un petit emplacement en pleine air mais sur sol dur. Dans ces installations prétendument soucieuses du bien-être des animaux, le droit de satisfaire leurs besoins essentiels - comme par exemple fouiner dans la terre ou se vautrer dans un bain de boue pour se protéger de la chaleur - leur est encore refusé.

Susane Wachtl



Que veut dire : «j'aime les animaux» ?

Rares sont les personnes qui déclarent froidement ne pas aimer les animaux. Le contraire est plus fréquent, et pourtant...

On aime les animaux mais on porte une fourrure dont on sait très bien qu'elle n'a pas poussé sur un arbre mais a été arrachée du corps d'un animal. On aime les animaux mais on mange leurs cadavres, sachant pertinemment que la grande majorité d'entre eux a eu une vie misérable dans un élevage industriel intensif. On aime les animaux mais on se délecte quand même de «délicatesses» comme le foie gras, tout en sachant aussi comment ce met pour gourmets sans conscience est produit.

Alors que veut dire : «j'aime les animaux» ?

Nos lecteurs peuvent-ils répondre à cette question : comment est-il possible de porter de la fourrure, de manger de la viande et en même temps de protéger, respecter et aimer les animaux ? Vos réponses nous intéressent. Faites-nous part de vos avis en écrivant à :

Ligue suisse contre la vivisection

Courrier des lecteurs
Chemin des Arcs-en-Ciel 3
C.P 148
CH - 1226 Thônex

IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection
Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV.

PAO et maquette : LSCV **Impression** : Edypress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction** : Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl

Adresse : Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

CCP 12-2745-6 **Cotisation annuelle des Membres** : Minimum CHF 15.--

Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 : Permanence en français: du lundi au vendredi. Permanence en allemand: lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. Permanence en italien: mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.





Editorial

Liebe Mitglieder,
liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Wie wir in der letzten Ausgabe unserer Zeitung bereits angekündigt haben, veröffentlichen wir hiermit eine Zusammenfassung des „Berichtes zur Anhörung der Tierschutzverordnung“, den das BVET im April dieses Jahres herausgab.

Die Formulierungen der Artikel dieser neuen Verordnung sowie die in diesem Bericht wiedergegebenen Stellungnahmen sind mit Hilfe des im Juli 2006 verbreiteten Verordnungsentwurfs am besten zu verstehen. Dieser kann auf der Website des BVET (www.bvet.admin.ch) unter der Rubrik „Themen“ Stichwort „Tierschutz“ heruntergeladen werden. Auf der gleichen Website ist auch der gesamte Bericht zur Anhörung zu finden.

Derzeitiger Stand der Verordnung: Der endgültige Text der neuen Verordnung soll demnächst ausformuliert werden. Das BVET hat verschiedene Interessengruppen (Tierschutzverbände, Viehzüchter usw.) zu mehreren Sitzungen eingeladen, die im Sommer stattfinden werden.

An einer Sitzung, an der Delegierte von Pharmagesellschaften, Universitäten und Eidgenössischen Technischen Hochschulen teilnahmen, wurden die Artikel zu den Tierversuchen behandelt. Die Tierschützer waren durch den Verein „KTT“ vertreten.

Wenn alles plangemäss läuft, sollten das neue Tierschutzgesetz und die Tierschutzverordnung 2008 in Kraft treten.

Wie das BVET angekündigt hat, werden die Statistiken 2006 zu den Tierversuchen im September 2007 erscheinen. In den letzten Jahren wurden diese immer schon Ende Juni herausgegeben. Infolge der bevorstehenden Gesetzesrevision sind aber bei der Analyse und Präsentation der Resultate Anpassungen vorzunehmen. Im neuen Tierschutzgesetz wird nicht mehr zwischen Versuchen, die eine Bewilligung erfordern, und solchen unterschieden, bei denen dies nicht notwendig ist. Die verschiedenen Versuche müssen somit nicht mehr getrennt behandelt werden. In der Dezemberausgabe unserer Zeitung wird ein Bericht über diese Statistiken erscheinen.

Wir freuen uns jetzt schon darauf, Sie zahlreich an unserem Stand bei der Messe für Heimtiere und Kleintierzucht ANIMALIA begrüssen zu dürfen. Diese findet am 20./21. Oktober statt.

Freundliche Grüsse

Ihr Vorstand

¹ Dem Verein „Koordination Kantonaler Tierschutz“ (KTT) gehören Vertreter von Tierschutzverbänden an, die sich im Rahmen der kantonalen und eidgenössischen Kommissionen für Tierversuche engagieren. Die erste Sitzung fand auf Anregung von Norma Schenkel, Vertreterin des STS in der eidgenössischen Kommission, im Jahr 2002 statt.

Die Anfänge des KTT erwiesen sich als sehr arbeitsaufwändig, mussten doch verschiedene Spannungen zwischen den Tierschutzverbänden abgebaut werden. Inzwischen freuen sich die Mitglieder des KTT über die tolle Zusammenarbeit und den fruchtbaren Wissensaustausch. Die derzeitigen Mitglieder des KTT gehören folgenden Kommissionen an: Bund (2), Basel (3), Freiburg (1), Genf (2), Waadt (2) und Zürich (3). Drei Vertreter der SLGV, die einer Kommission für Tierversuche angehören, sind Mitglieder des KTT.

•••••
Korrigenda: In der letzten Ausgabe unserer Zeitung wurde im Artikel „Russland – Häftlinge wie Tiere gehalten“ die Fläche, die Mastschweinen in der TSchV zugestanden wird, mit 60 cm² angegeben. Dies müsste jedoch 0,6m² lauten.

Katzen aufgepasst

Fortsetzung von S. I

Von der Journalistin einer Westschweizer Tageszeitung befragt, meinten verschiedene Interviewpartner – aus Scheinheiligkeit oder Unwissenheit – in der Romandie würden nirgendwo sonst streunende Katzen abgeschossen¹.

„Davon habe ich noch nie etwas gehört“, erklärte der Neuenburger Kantonstierarzt. „Nein, nein. Hier haben wir noch nie von einer solchen Methode zur Beseitigung wilder Katzen gehört“, gab auch der Genfer Tierschutzverein zu verstehen. Freiburg wollte ebenfalls nichts von solchen Abschussaktionen wissen. Der Waadtländer Kantonstierarzt seinerseits erklärte: „Solche Praktiken sind mir nicht bekannt. Diese Methode wäre wirklich die letzte Notlösung.“

Einen Monat später wird der verfehlte und besonders dumme Schuss eines Hilfswildhüters in Tour-de-Peilz (VD) bekannt. Dieser hatte eine dreijährige Katze ins Visier genommen. Der Vorfall machte dem Waadtländer Kantonstierarzt möglicherweise deutlich, dass das Abschiessen von Katzen in seinem Kanton gang und gäbe ist. Die erwähnte Katze, deren Kiefer vom Eisen zermalmt wurde, befand sich mehrere Wochen auf der Intensivstation des Berner Tierspitals. Die Besitzerin reichte gegen den Hilfswildhüter Klage ein. „Das Schiessen auf streunende Katzen und Hunde ist verboten, aber der Verantwortliche wurde weder freigestellt noch entwaffnet.“ Erstaunlich waren auch die Gründe, die den Mann dazu bewogen hatten, sich des Tieres zu entledigen. Eine verärgerte Nachbarin hatte sich offensichtlich darüber beklagt, die Katze würde durch ihren Garten laufen. In der Folge habe sie gebeten, man möge ihr das Tier vom Leib schaffen.

Katzen in allen (?) Kantonen abgeschossen

Aus den verschiedenen kantonalen Jagdstatistiken, die im Internet veröffentlicht werden, geht hervor, wie viele Katzen tatsächlich abgeschossen werden:

Freiburg: 2005 gaben die Jäger an, 15 Katzen abgeschossen zu haben. Das Amt für Wald, Wild und Fischerei schoss selber 66 Tiere ab. Da sind rund 81 Tiere in einem Kanton, in dem ein solches Vorgehen „unbekannt“ ist.

Waadtländer: Der „Service de la faune“ schoss 2005 insgesamt 10 Tiere ab. 41 Katzen fielen der „Regulierung“ des Bestandes durch die Hilfswildhüter² (des „Service de la faune“) zum Opfer. 2005 wurden somit 51 Katzen „offiziell“ getötet. Unbekannt ist die Zahl der von Jägern abgeschossenen Katzen.

Neuenburg: Dieser Kanton weigert sich, Angaben zu Abschussstatistiken zu liefern. Sein Jagdverband gibt jedoch jedes Jahr den Abschuss mehrerer Dutzend Hasen bekannt, obwohl diese in der ganzen Schweiz bedroht sind³. Den Neuenburger Katzenhaltern kann somit nur geraten werden, auf ihre Tiere aufzupassen.

Genf: Erstaunlicherweise wurden in diesem Kanton, in dem die Jagd verboten ist, im Jahr 2006 fünf Exemplare, 2005 drei Tiere und 2004 neun Katzen abgeschossen. In den Jahren 1977 bis 1987 fand ein richtiggehendes Abschlachten statt. Seit dem Jagdverbot im Jahr 1972 wurden 2'702 Katzen erlegt.

Die Deutschschweizer Kantone scheinen mit der Veröffentlichung solcher Zahlen viel zurückhaltender zu

sein. Trotzdem zeigt sich, dass in Schaffhausen im Jahr 2005 vier Katzen abgeschossen wurden.

Wie viele Katzen in der Schweiz tatsächlich jedes Jahr erlegt werden, lässt sich nicht eruieren. Die eidgenössischen Jagdstatistiken liefern keine entsprechenden Hinweise. Sie geben aber an, in welchen Perioden legal auf Katzen geschossen werden darf. Auch bei den Jägern besteht mit Sicherheit ein Unterschied zwischen den tatsächlich erfolgten und den zugegebenen Abschüssen. Man kann sich fragen, wieso diese überhaupt teilweise eingestanden werden. Der Unterschied ist mit Sicherheit so gross, dass man sich besser nicht auf gewagte Schätzungen einlässt.



Der Kiefer dieser Katze, die im Tierspital mittels Infusionen ernährt wird, muss fixiert werden. Das Tier hat noch Glück gehabt, dass es angeschossen ins Spital eingeliefert wurde. Jedes Jahr werden zahlreiche Katzen abgeschossen.

Abschussbedingungen

Somit stellt sich die Frage, unter welchen Bedingungen Katzen abgeschossen werden dürfen. Werden Tiere erlegt, die kein Halsband tragen oder sich zu weit von zu Hause entfernen?

Im Kanton Waadt sind Abschüsse erlaubt, wenn sich Katzen mehr als 200 Meter von

ihrem Zuhause entfernen. Diese Vorschrift wurde beispielsweise bei der Katze mit dem zermalmt Kiefer nicht eingehalten. Gemäss den Aussagen des „Service de la faune“ versichern sich die Schützen in diesem Kanton, in dem Katzen jeweils von Oktober bis Februar als „jagbare Art“ gelten, vorgängig nicht einmal, ob die Tiere ein Halsband tragen. Auch in den anderen Kantonen sieht die Lage für die Vierbeiner nicht besser aus. Fast alle kantonalen Behörden machen in etwa dieselben Feststellungen. Sollte Ihr Vierbeiner also eines Nachts nicht mehr nach Hause kommen, so ist das Verschwinden möglicherweise nicht auf den Strassenverkehr zurückzuführen.

Der Redaktionsvorstand

¹ Als „verwilderte Hauskatze“ gelten Hauskatzen, die wieder wild leben. Sie können bei Menschen aufgewachsen oder in der Natur geboren sein. Der Unterschied zu den Hauskatzen ist rein ethologischer Art. Die verwilderte Hauskatze ist nicht mit der Wildkatze zu verwechseln, bei der drei morphologische Typen unterschieden werden (Europäische, Afrikanische und Asiatische Wildkatze).

Um ein Exempel zu statuieren, wurde die verwilderte Hauskatze in Frankreich 1988 von der Liste der jagbaren Arten sowie der Arten gestrichen, die als schädlich eingestuft werden könnten.

² Nach dem Skandal, den der Abschuss der am Kiefer verletzten Katze auslöste, hat der Waadtländer „Service de la faune“ im April dieses Jahres seinen Hilfswildhütern das Abschiessen von Katzen verboten. Die Aufgabe wurde dem Tierschutzverein des Kantons Waadt (SVPA) übertragen.

³ In der Schweiz gibt es nur noch drei Hasenpopulationen – eine in Genf und zwei im Wallis.

Teure, aber effiziente Kampagnen

Wie alle Wildtiere können verwilderte Hauskatzen an verschiedenen Krankheiten und Infektionen leiden. Ihr Leben ist meist kurz. Im Gegensatz zu anderen „Wildtierarten“ mischen sich aber verwilderte Hauskatzen insbesondere zur Fortpflanzung mit Hauskatzen. Diese sind somit Krankheiten ausgesetzt, die von verwilderten Hauskatzen übertragen werden. Aus tierschützerischer Sicht ist eine unkontrollierte Vermehrung der verwilderten Hauskatzen ebenso inakzeptabel wie ihr Abschuss. Viele kantonale Tierschutzvereine haben deshalb Kampagnen zur Sterilisierung und Kastration streunender Katzen lanciert. Gemäss eigenen Angaben gibt der Schweizer Tierschutz (STS) jährlich

CHF 250'000.-- aus, um Zehntausende von Kastrationen zu finanzieren. Diese werden von den 62 Sektionen im ganzen Land durchgeführt. Obwohl die SLGV kein Tierheim ist, finanziert sie ebenfalls Sterilisierungskampagnen in mehreren Kantonen. Dies gilt insbesondere für Bern, Freiburg, Genf, Neuenburg, Tessin und Zug. Damit die SLGV eine solche Aktion finanziert, müssen folgende Bedingungen eingehalten werden:

- Die Katzen müssen nach der Operation an dem Ort freigelassen werden, an dem sie eingefangen wurden.
- Die Katzenpopulation muss möglichst stabil gehalten werden.
- Die operierten Katzen sind regelmässig zu ernähren.

Sinn und Zweck der Jagd

Mit 35'000 Jägern in der ganzen Schweiz und 4900 allein in der Romandie scheint die Jagd zumindest dazu zu dienen, eine Lobby zu mobilisieren.

Muss die Fauna aber überhaupt reguliert werden und verläuft die Jagd auf ethisch korrekte Weise?

Da in der Natur in verschiedener Hinsicht ein Ungleichgewicht besteht, können sich gewisse Tierarten nicht auf natürliche Weise „regulieren“. Dies gilt beispielsweise für die Wildschweine. Ohne natürliche Räuber stellt die hiesige Umgebung mit ihrer extensiven Bodenbewirtschaftung einen eigentlichen offenen Supermarkt dar. Somit ist es absurd zu glauben, der Wildschweinbestand lasse sich ohne menschlichen Eingriff regulieren. Es bieten sich zwei Möglichkeiten an: Entweder

schießt man eine gewisse Anzahl Tiere ab oder man lässt zu, dass sich diese vermehren, und kommt anschliessend für die Schäden an den Kulturen auf.

In Anbetracht der verschiedenen jährlichen Jagdstatistiken, welche die Kantone publizieren, und unter Berücksichtigung der abgeschossenen Arten hat man allerdings eher das Gefühl, dass mit der Jagd nicht der Bestand von Wildtieren „geregelt“, sondern versucht wird, möglichst viele Tiere abzuschliessen. Gleichzeitig lässt man genügend Tiere überleben, damit sich diese wieder fortpflanzen und so den Jagdbestand nachhaltig sichern. Wie lässt sich beispielsweise der Abschuss von Zugvögeln rechtfertigen? Die Jäger geben sich als Naturfreunde aus. Schiessen sie

deshalb auf Vögel, die am Himmel ihre Kreise ziehen?

Der Kanton Genf, in dem die Jagd seit über dreissig Jahren verboten ist, hat auf einige dieser Fragen geantwortet. Die Situation ist nicht perfekt. Aber die Faunabewirtschaftung durch die zuständige Dienststelle ist vorbildlich. Angesichts der Tatsache, dass in diesem Kanton ein starker politischer Druck zugunsten dem Abschiessen von Tieren ausgeübt wird und viele Politiker Landwirte, Jäger oder beides zusammen sind, ist dies beachtlich.

Wir werden auf dieses Thema in unserer nächsten Ausgabe zurückkommen.

Luc Fournier

Bericht über die Resultate des Vernehmlassungsverfahrens zur Tierschutzverordnung (TSchV)

Wie wir in der letzten Ausgabe unserer Zeitung bereits ankündigten, veröffentlichen wir hier einen kurzen Überblick über die Resultate des Vernehmlassungsverfahrens zur neuen Tierschutzverordnung. Bekanntlich wurde das Tierschutzgesetz (TSchG), über welches das Volk 1978 abstimmte, vom Parlament vollständig überarbeitet und am 16. Dezember 2005 verabschiedet. Da das neue Gesetz Anfang 2008 in Kraft tritt, musste der Bundesrat auch die Tierschutzverordnung überarbeiten. Diese enthält die genauen Bestimmungen zu den verschiedenen Gesetzesartikeln, insbesondere aber die Mindestanforderungen zur Tierhaltung.

Die Vernehmlassung zum ersten Gesetzesentwurf des Bundesamtes für Veterinärwesen lief von Juli bis November 2006. Bis zum Ablauf dieser Frist gingen beim Bundesrat 536 Stellungnahmen ein. An der Vernehmlassung beteiligten sich sämtliche Kantone, 9 politische Parteien und 331 Organisationen oder Verbände. 170 Schreiben von Privaten wurden von über 3000 Personen unterzeichnet. Während der Gesetzesentwurf von 14 Kantonen (AG, BE, BL, FR, GE, JU, NE, SG, SH, SO, TG, TI, UR, ZH) gutgeheissen wurde, erklärten sich 7 (AI, GL, GR, OW, SZ, VD, VS) damit nicht einverstanden.

Der 111-seitige Bericht behandelt alle Bereiche, in denen der Einsatz und die Haltung von Tieren möglich sind. Ausführlich eingehen möchten wir einzig auf die Artikel von Kapitel 10, das sich mit Tierversuchen befasst. An dieser Stelle soll jedoch auf einige derzeit gängige Praktiken hingewiesen werden, gegen die wir gemeinsam mit anderen Tierschutzverbänden Einsprache erhoben haben. Verlangt haben wir beispielsweise folgende Verbote:

- Verbot, lebende Tiere für Wildtiere als Futter zu verwenden, wenn die Ernährung mit anderem Futter sichergestellt werden kann** (Art. 2). Der Freiburger Veterinärdienst setzt sich gar für ein völliges Verbot der Verwendung von Wildtieren als Futter ein.



Nagetiere werden oft als lebende Beute verwendet, ohne dass dies notwendig wäre

Argumentation SLGV: „(...) viele Wildtiere und insbesondere Reptilien werden mit lebenden Tieren ernährt. Auf diese Weise soll ihnen Abwechslung geboten und verhindert werden,

dass der Tierhalter ein totes Tier beleben muss, damit die Beute geschluckt wird. Ein Tier (Beute) darf keine Notlösung für schlechte und reizarme Haltungsbedingungen darstellen. Wenn andere Vorkehrungen getroffen werden können, ist es grausam, einem Tier eine solche Situation zuzumuten.“

- Verbot, lebende Tiere einzusetzen, um Bodenhunde an einem Kunstbau abzurichten** (Art.68)

Argumentation SLGV: „(...) Bodenhunde an einem Kunstbau abzurichten, widerspricht vollkommen den Prinzipien des Tierschutzgesetzes. In Artikel 4 heisst es: „Niemand darf ungerechtfertigt einem Tier Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügen, es in Angst versetzen (...).“ Eine solche Art des Abrichtens lässt sich einzig mit einer „Tradition“ begründen, die keinerlei Daseinsberechtigung mehr hat. Die Bestände dervon der Jagdbetroffenen Tierelassen sich auch auf andere Weise wie beispielsweise die Jagd mit Kugelwaffen auf dem Ansitz regulieren. Das neue Tierschutzgesetz bietet keine Grundlage mehr für die Jagd mit Bodenhunden. Wenn das Abrichten solcher Hunde erwähnt wird, muss dies in Form eines Verbotes erfolgen.“

- Verbot von Wildtierhaltungen** (Art.82)

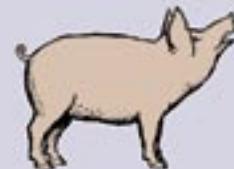
Argumentation SLGV: „Es lässt sich mit der Würde des Tieres und der Tierschutzhethik nicht vereinbaren, Tiere nur zu halten, um sie für die Jagd freizulassen. Dies umso mehr, da diese veraltete Art, Tiere zu züchten und zu halten, in der Schweiz fast nicht mehr praktiziert wird.“

- Verbot von rituellem Schlachten und Dekapitieren des Geflügels ohne Betäubung vor dem Entbluten** (Art.149)

Argumentation SLGV: „Der Begriff des rituellen Schlachtens muss aus der Verordnung gestrichen werden. Auch Geflügel hat Anrecht auf moderne und menschliche Betäubungs- und Schlachtmethoden. Durch das Dekapitieren und rituelle Schlachten werden den Tieren unnötige Schmerzen und Leiden beigelegt. Solche Vorgehen sind somit zu verbieten beziehungsweise nur bei Betäubung vor dem Entbluten zu bewilligen.“

Tierzüchter gegen neue Verordnung

Verschiedene Massnahmen, die zu einer besseren Haltung des Nutzviehs beitragen sollen, werden von den Verbänden und Vertretern landwirtschaftlicher Kreise heftig angefochten. Einige Proteste fanden wir sehr schockierend. Wir gehen sogar davon aus, dass sie den Interessen dieser Kreise zuwiderlaufen. In Bezug auf die Preise werden Schweizer Fleischproduzenten nie mit ihren ausländischen Konkurrenten mithalten können. Wenn sie also nicht einmal eine respektvolle Haltung der Tiere gewährleisten können, stellt sich die Frage, warum die Konsumentinnen und Konsumenten kein Schweinefleisch aus der Bretagne oder Poulet aus China kaufen sollten.



Schockierend fanden wir beispielsweise die Proteste

- der Schweinezüchter.** Mit einigen Kantonen und politischen Parteien sprachen sich diese gegen grössere Flächen für die Schweinehaltung aus. Statt wie bis anhin 0,6 m² pro Schwein werden in der neuen Verordnung 0,9 m² vorgeschrieben. Da Schweine gegen Mastende bis hundert Kilos wiegen können, stellen sogar 0,9 m² eine schändliche Tierhaltung dar.

- die Kaninchenzüchter.** Sie sprechen sich dagegen aus, dass Käfige mit einer erhöhten Fläche ausgestattet sein müssen. Diese erlaubt es jedoch den Weibchen, sich nach der Niederkunft von ihren Jungen zu entfernen. Ein solches Verhalten kommt in der Natur häufig vor. Die Kaninchanjungen werden von der Mutter einmal täglich ernährt; anschliessend verlässt sie den Bau und verschliesst den Eingang.

- die Geflügelzüchter,** welche die Aufhebung von Hühnerstangen verlangen.

10. Kapitel: Tierversuche – Stellungnahmen

Stellungnahmen zu den einzelnen Artikeln:

2. Abschnitt: Versuchstiere

Art. 155 Haltung

«Die Tierschutzorganisationen (38 Stellungnahmen) verlangen, dass die Einzelhaltung unverträglicher Tiere nur ausnahmsweise und kurzfristig erlaubt wird».

Art. 158 Herkunft der Versuchstiere

(Einfangen von Wildtieren für die Labors, Anm. d. Red.)

«Die Universitäts- und Pharmainstitute befürchten, dass das Untersuchen von Tieren mit diesem Artikel verboten wird. Zahlreiche Forschungsinstitute (155) verlangen eine Umformulierung des Artikels in der Art, dass zoologische Experimente an Wildtieren auch weiterhin erlaubt sind. Nach Ansicht des Vereins KTT, der SLGV und der SP Schweiz sollten Einschränkungen festgelegt werden. Auf diese Weise soll verhindert werden, dass der Artenerhalt gefährdet und die eingefangenen Tiere Belastungen ausgesetzt sind» (Verboten werden soll hauptsächlich das Einfangen wilder Tiere – meist Primaten. Es ist bewiesen, dass Fangjagd und Transporte für die Tiere mit grossen Leiden und einer höheren Sterberate verbunden sind. Wie sollen zudem beispielsweise die afrikanischen Völker dazu gebracht werden, gewisse vom Aussterben bedrohte Primatenarten zu erhalten, wenn sich gleichzeitig unsere Universitäten und Pharmagesellschaften für ihre Labors mit diesen Tieren versorgen? Anm. d. Red.).

Art. 159 Markierung von Versuchstieren

«Die SLGV verlangt, dass die Markierungen der Versuchstiere in einer Datenbank erfasst werden, die weder vom Züchter noch vom Lieferanten abhängig ist. Auf diese Weise soll jeglicher illegale Handel verhindert werden. Kaninchen sollen ebenfalls markiert werden.

GR, TG, TI und ZH sowie die Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonstierärzte verlangen, dass für alle Versuchstiere, also auch die Nagetiere in den Labors, weniger belastende Markierungstechniken vorgesehen werden» (Derzeit stellt das Entfernen eines Fingergliedes ohne Betäubung bei den Nagern die häufigste Markierungsart dar, Anm. d. Red.).



Zur Kennzeichnung von Käfigmäusen werden diesen ein oder mehrere Fingerglieder abgeschnitten

Art. 172 Meldepflicht für Defektmutanten und nachträgliche Bewilligung

«Bei diesem Artikel verlangen die Tierschutzverbände (38 Stellungnahmen) eine Ergänzung. So sollte hinzugefügt werden, dass die Linien und Stämme nicht bewilligter Tiere (die unzulässigen Leiden ausgesetzt sind, Anm. d. Red.) den kantonalen Behörden sowie den Kommissionen für Tierversuche und dem BVET gemeldet werden».



Das Einfangen von Wildtieren für Laborversuche muss ein Ende haben

Art. 180 Kriterien für eine Beurteilung des unerlässlichen Masses von belastenden Tierversuchen

«Der STS, „Vier Pfoten“, die SLGV und 36 weitere Tierschutzverbände verlangen, dass der Gesuchsteller beweisen muss, dass der vorgesehene Versuch mit den betroffenen Tieren durchgeführt werden kann. Bei Primatenversuchen sollte ein multidisziplinäres Gutachten eingeholt werden».

Art. 181 Unzulässige Versuchszwecke für belastende Tierversuche

«Die Universitäten und Hochschulen (164) befürchten, dass diese Bestimmungen dem Unterricht schaden. Die SLGV, der STS, „Vier Pfoten“ und 37 weitere Tierschutzverbände sprechen sich für ein Verbot solcher Versuche im Zusammenhang mit Tabak, Waffen und Munitionen, Kosmetika, Waschmitteln sowie „Lifestyleprodukten“

und „Functional Food“ aus. Die gleichen Tierschutzverbände verlangen, dass Versuche verboten werden, die in der Grundlagenforschung mit Belastungen verbunden sind. Dasselbe gilt auch für Versuche, die für Primaten mit mehr oder weniger grossen Belastungen verbunden sind. Sieben Organisationen verlangen ein allgemeines Verbot von Tierversuchen mit Menschenaffen».

7. Abschnitt: Meldungen und Kontrollen

Art. 191 Kontrollen

«Die SLGV möchte, dass unangemeldete Kontrollen in den Labors vorgeschrieben werden» (Derzeit werden die Kontrollbesuche in den Labors meist im Voraus angekündigt, Anm. d. Red.).

Art. 193 Kantonale Kommission für Tierversuche

«Gemäss der KTT und der SLGV sollten sich die kantonalen Behörden vergewissern, dass das Weiterbildungsangebot den Bedürfnissen der Kommissionsmitglieder entspricht (In diesem Artikel wird festgelegt, dass die Kommissionsmitglieder Weiterbildungskurse zu besuchen haben. Diese befassen sich beispielsweise mit der Anwendung der Gesetzgebung, Anm. d. Red.). Unabhängig von den kantonalen Behörden sollten die Kommissionsmitglieder unangemeldete Kontrollen durchführen (Derzeit verpflichten gewisse Kantone ihre Kommissionen dazu, ihre Kontrollen in Anwesenheit der Behörden durchzuführen. Oft haben diese mit dem entsprechenden Labor für den Kontrollgang vereinbart, Anm. d. Red.). Die FFVFF (Stiftung Fonds für versuchstierfreie Forschung) verlangt, dass die Mitglieder der kantonalen Kommission die Möglichkeit haben, externe Fachleute beizuziehen. Das Berufsgeheimnis sollte entsprechend gelockert werden».

9. Abschnitt: Statistik und Information der Öffentlichkeit

Art. 194

«Die Universitäten und Pharmagesellschaften fürchten, dass die Bestimmungen von Artikel 190 (Melden der von den Labors gezüchteten oder verwendeten Tiere, Anm. d. Red.) zu einem massiven Anstieg (der Zahl) der (verzeichneten) Tiere führen, was dem Klima und infolgedessen der Forschung schaden könnte (Derzeit erscheint ein Grossteil der in unseren Labors gehaltenen Tiere in keiner Statistik. Dank diesem Artikel werden wir endlich wissen, wie viele Tiere es sind. Wenn die Labors Angst haben, dass diese Zahl „dem Klima schadet“, muss sie unerhört hoch sein. Anm. d. Red.).

Die SP Schweiz und 39 Tierschutzorganisationen verlangen hingegen mehr Transparenz. Sie möchten über die Zahl der Tiere und die Verschmutzung (unnötige Versuche, Anm. d. Red.) informiert sein, die sich aus den geplanten und bewilligten Tierversuchen ergeben könnte. Sieben Tierschutzverbände sind der Ansicht, der unter Absatz 3 erwähnte Bericht solle auch über Alternativen informieren.

Nach Ansicht der KTT sollte das BVET dazu verpflichtet werden, regelmässig Richtlinien zu Tierversuchen und dem wissenschaftlichen Forschungsstand entsprechend zu Alternativmethoden erlassen».

15. Kapitel: Vollzug Art. 208 Aufsicht, Ausbildung und Information

«Nach Ansicht der KTT und der SLGV soll festgelegt werden, dass das BVET Kantone und kantonale Kommissionen über neue wissenschaftliche Methoden und Techniken informiert, die eine Einschränkung der Anzahl Tiere ermöglichen. Der Tierschutzbund des Kantons Waadt (SVPA) möchte in einem neuen Abschnitt das Grundprinzip festhalten, dass die Aufsichtsbehörden gewisse Aufgaben anerkannten privaten Organisationen übertragen können».

Anhang 1: Mindestanforderung für das Halten von Haustieren

12 Schweine

«Die KTT und die SLGV möchten, dass der Wortlaut „ausgenommen Minipigs“ im Titel gestrichen wird. Auch für diese Tiere sollten Mindestanforderungen festgelegt werden» (*Bis anhin ist weder in einer Richtlinie noch in einem Gesetzestext eine Mindesthaltung für Minipigs vorgeschrieben. Diese kleinen Schweine werden hauptsächlich für Tierversuche gezüchtet, Anm. d. Red.*)



Die skandalösen Haltebedingungen von Labortieren in unserem Land lassen sich weder mit wissenschaftlichen, noch mit wirtschaftlichen Gründen rechtfertigen

Anhang 3: Mindestanforderungen für das Halten von Versuchstieren in bewilligten Versuchstierhaltungen

31 und 32 Kleine Nagetiere

«Zahlreiche Stellungnahmen (194) (*haup-tsächlich von wissenschaftlichen Kreisen, Anm. d. Red.*) sprechen sich gegen Mindestanforderungen aus, die geeignete Nageobjekte, die Strukturierung des Futters oder Unterschlupfe (in den Käfigen) vorsehen. Ihrer Ansicht nach können diese Daten bei vergleichenden Analysen mit Daten aus anderen Ländern zu Verfälschungen führen, die Sichtbarkeit der Tiere einschränken, Auswirkungen auf das mit Angst verbundene Verhalten haben oder zu physiologischen Problemen im Zusammenhang mit der Ernährung führen. Gemäss der SLGV, dem STS, „Vier Pfoten“, dem Institut für Tierzucht der Universität Bern und über 39 weiteren Tierschutzverbänden reichen die Mindestdimensionen nicht aus. Sie können zu einer Tierhaltung unter grausamen Bedingungen führen und die Zuverlässigkeit der Forschungsresultate so beeinträchtigen» (*Während die Wissenschaftler behaupten, eine bessere Haltung der Nagetiere schade den Versuchsresultaten, gehendie Tierschützer vom Gegenteil aus. Dabei berufen sie sich auf wissenschaftliche Publikationen, Anm. d. Red.*)

Einige seltene Perlen

Beim Lesen dieses Berichtes sind wir auch auf höchst erstaunliche Stellungnahmen und Argumentationen gestossen. Während einige ganz lustig sein könnten, wenn sie nicht in einem offiziellen Dokument festgehalten wären, sind andere äusserst beunruhigend...

Unser Siegertrio:

1. Platz: Universität und ETH Zürich für den besten Interessenkonflikt im Zusammenhang mit Artikel 192 „Eidgenössische Kommission für Tierversuche“:

«Die Universität und die ETH Zürich verlangen, dass der Präsident der eidgenössischen Kommission für Tierversuche unabhängig von den kantonalen Behörden ist und dass die Kommissionsmitglieder zurücktreten, die am kantonalen Verfahren teilgenommen haben.»

Zugegeben – diese Zürcher Wissenschaftler sind wirklich keine ausgesprochenen Glückspilze. Die mit der Kontrolle der Tierversuche beauftragte Zürcher Kommission gehört – allenfalls mit Bern zusammen – zu den wenigen Kommissionen, die in der Schweiz wirklich korrekt funktionieren. Claudia Mertens, eine

der drei Tierschutzvertreterinnen (Mitglied des Zürcher Tierschutzes) in der Zürcher Kommission, leistet ausgezeichnete Arbeit. Sie ist auch Mitglied der eidgenössischen Kommission. Die Zürcher Kantonstierärztin Regula Vogel hingegen ist Präsidentin der eidgenössischen Kommission.

Dieser Antrag der Uni und der ETH Zürich kann als Aufschrei und als Bitte verstanden werden, dass künftig weniger kompetente Personen ihre Anträge um Tierversuche evaluieren. Dann würden die Zürcher mit vielen anderen Kantonen gleichziehen.

1. Platz ex-aequo: Kanton Neuenburg ebenfalls für den besten Interessenkonflikt im Zusammenhang mit Artikel 193 „Kantonale Kommission für Tierversuche“:

«NE vertritt die Ansicht, dass nichts dagegen spricht, wenn ein Vertreter der kantonalen Behörde der Kommission angehört, und

erklärt, dass die Bestimmung zur Ausbildung der Kommissionsmitglieder völlig unverhältnismässig und in kleinen Kantonen nicht durchführbar ist.»

Die Kommission des Kantons Neuenburg gehört zu denjenigen, welche die gesamten kantonalen Kommissionen in Misskredit bringen. Während die derzeitige Verordnung beispielsweise vorschreibt, dass die Kommission von der kantonalen Behörde (in Bezug auf die Zusammensetzung der Mitglieder) „unabhängig“ sein muss, amtete der Neuenburger Kantonstierarzt bis anhin als deren Präsident. Nach der Änderung des Reglements trat er endlich von seinem Posten zurück und überliess diesen seinem Stellvertreter(!). In einem Schreiben, in dem wir uns 2004 an den Kantonstierarzt richteten, bemängelten wir diese Situation. Weder Bernard Soguel, der für diese Abteilung zuständige Neuenburger Staatsrat, noch das BVET hielten es für notwendig, die Unabhängigkeit der Kommission zu gewährleisten. Dies obwohl das BVET in seiner neuen Verordnung ausdrücklich verbietet, dass sich ein Behördenmitarbeiter an den Arbeiten seiner Kommission beteiligt. Somit wird klar, was das Hinauszögern des Kantons Neuenburg zu bedeuten hat.

Rolle der kantonalen Kommissionen für Tierversuche

Wegen der neuen Tierschutzverordnung und dem Tierschutzgesetz müssen die Kantone, die Tierversuche bewilligen, eine von der Behörde unabhängige Kommission bilden (oft durch das kantonale Veterinäramt oder den kantonalen Veterinärdienst vertreten).

Die aus Vertretern der wissenschaftlichen Kreise und von Tierschutzverbänden bestehende Kommission hat die Aufgabe, die neuen Anträge auf wissenschaftliche Tierversuche zu prüfen und zuhanden der Behörden ein entsprechendes Gutachten zu erstellen. Wenn der Schlussentscheid (Versuch wird bewilligt oder abgelehnt) der Behörde dem Entscheid der Kommission widerspricht, muss dieser begründet werden¹.

Derzeit gibt es 18 kantonale Kommissionen. Leider erfüllen die Tierschützer, die in einigen dieser Kommissionen vertreten sind, ihre Aufgabe oft nicht. Während einige nicht kompetent genug sind, befürworten andere Tierversuche (was viel schlimmer ist). Oft handelt es sich um Vertreter von Tierheimen, die den Kommissionen meist von den kantonalen Behörden zugewiesen werden. Durch Vereinigungen wie die SLGV, die Tierversuche klar ablehnen, sind sie fast nicht von ihren Posten wegzubringen. Leider gibt es Tierschutzverbände, die ihre Vertreter nur in den Kommissionen platzieren, um zu ihren Mitgliedern sagen zu können: „Ja, wir sind gegen Tierversuche. Dies beweist die Tatsache, dass unser Verein in der Kommission vertreten ist.“ So etwas ist eine Schande und ärgert uns über alle Massen. Wir haben nur einen Wunsch: Solche Personen sollen möglichst rasch aus den Kommissionen verschwinden und denjenigen Tierschützern Platz machen, die wirklich von dieser Arbeit überzeugt sind.

Luc Fournier

Seit 1997 Vertreter des Tierschutzes im Rahmen der kantonalen Kommission für Tierversuche des Kantons Genf, seit 2002 Vertreter der KTT

¹ Aus dieser Bestimmung geht hervor, warum die Kommission von der kantonalen Behörde unabhängig sein muss.

3. Platz: «Interessengemeinschaft Hovawart Gebrauchshunde» und «Interessengemeinschaft Hundesportwettkämpfe» für die erschreckende Stellungnahme zu Artikel 69 «Umgang mit Hunden»:

«Die Tierschutzorganisationen und andere an der Vernehmlassung beteiligte Gruppen (105) verlangen, „dass das Abrichten von Hunden zum Angreifen und Beissen verboten wird.

Ein solches Training muss der Polizei, den Zollbeamten, der Armee oder den vom Staat anerkannten Sicherheitsunternehmen vorbehalten bleiben“.

Die „Interessengemeinschaft Hovawart Gebrauchshunde“ und die „Interessengemeinschaft Hundesportwettkämpfe“ sowie 1981 Bürgerinnen und Bürger verlangen hingegen, dass das Verbot von Stockschlägen aufgehoben wird. Sie finden es normal, dass sich ein Hund

mit seinen Artgenossen misst und den Körperkontakt mit ihnen sucht. Stockschläge seien notwendig, um die nervliche Belastbarkeit der Hunde zu testen. Somit sollten nur solche Schläge verboten werden, die verabreicht würden, um den Hunden Angst und Unbehagen zu nehmen. Die mit der Hundezucht beauftragten Behörden sollten aber auch weiterhin mittels weicher Stockschläge überprüfen können, ob sich die Hunde für einen Dienst eignen oder nicht. Diese Stockschläge sollten auch im Rahmen internationaler Wettkämpfe oder beim Testen der Grenzen des tierischen Instinktes erlaubt sein».

Fast 2000 Hundebesitzer in der Schweiz möchten ihre Schützlinge somit in erzieherischer Absicht niederknüppeln dürfen. In Anbetracht dieser – unserer Ansicht nach kranken – Argumentation bleibt einem schlicht die Spucke weg.

Der Redaktionsvorstand



Presseschau

► Dänemark

Diskussion über Transporte von Schlachttieren

Verschiedene Presseartikel, die über den Transport von Schlachttieren zwischen Dänemark und Russland berichteten, veranlassten Landwirtschaftsminister Hans Christian Schmidt dazu, anlässlich einer Ministerkonferenz eine Diskussion über solche Transporte über die EU-Grenzen hinaus in Gang zu bringen. Der Minister möchte auf freiwilliger Basis Kriterien einführen, mit denen sich das Wohlbefinden der Tiere und die Qualität der Produkte gewährleisten lassen. Die dänischen Schweinezüchter haben bereits ein Abkommen unterzeichnet, das bei über 24-stündigen Transporten zwei Pausen vorschreibt.



► England und Wales

Gesetz zum Wohlbefinden der Tiere endlich in Kraft

Seit April dieses Jahres sind die Tierhalter in England und Wales gesetzlich verpflichtet, angemessen für ihre Vierbeiner zu sorgen. Wenn sie sich nicht an das neue Gesetz halten, können sie vor Gericht gebracht und zu einer Busse von 30'000 Euros und bis zu einem Jahr Gefängnis verurteilt werden. Gemäss dem neuen Gesetz haben die Halter für einen Rahmen zu sorgen, der den Bedürfnissen der Tiere entspricht. Sie müssen diese artgerecht füttern sowie gewährleisten, dass die Tiere keine stereotypen Verhaltensweisen entwickeln (Verhaltensstörungen) und ihrer Art entsprechend alleine oder in Gruppen leben. Die Tierhaltung darf weder mit Schmerzen oder Leiden noch mit Verletzungen oder Krankheiten verbunden sein.

Bis anhin konnten die Tierhalter nur verklagt werden, wenn sie einen ihrer Schützlinge grausam behandelten. Mit dem neuen Gesetz sind sie jetzt verpflichtet, sich „ordentlich“ um ihre Tiere zu kümmern. Im Rahmen eines runden Tisches möchte die Regierung nun darüber entscheiden, ob die Reglemente verschärft werden müssen.



- Aussagekraft von Tierversuchen durch wissenschaftliche Studie in Frage gestellt

Überflüssige Tierversuche

Im Rahmen einer Studie liess die Universität Birmingham untersuchen, ob Tierversuche gültige Informationen für die menschliche Medizin liefern. Dabei zeigte sich, dass die Resultate nicht zuverlässig sind. Aus dem Bericht ging insbesondere hervor, dass

- sich mit den meisten Tierversuchen nicht voraussagen lässt, wie sich Substanzen auf den menschlichen Körper auswirken;
- die Arbeiten im Allgemeinen schlecht ausgeführt werden;
- viele Tierversuche durchgeführt wurden, nachdem bereits klinische Studien beim Menschen vorgenommen worden waren.

176 Tierversuche analysiert

Neun unabhängige Forscher aus Großbritannien und Argentinien untersuchten sechs Behandlungsmethoden, die sich positiv oder negativ auf den menschlichen Organismus auswirkten. Die Studien befassten sich mit der Behandlung von Schädelverletzungen, Blutverlusten, Herzanfällen, Lungenproblemen bei Frühgeborenen sowie Osteoporose. Bei diesem Projekt wurden die Protokolle der an Tieren durchgeführten praktischen Arbeiten mit den Statistiken zur Prognose der Auswirkungen auf den menschlichen Organismus verglichen. Dabei wurden 176 Versuche analysiert, die an 5'619 Tieren (Affen, Ratten, Schafe, Kaninchen und Kühe) durchgeführt worden waren. Die Versuche wurden in allen sechs Fällen massiv kritisiert, da sie schlecht geplant und von ungenügender Qualität waren.

Bei vier von sechs Behandlungsmethoden war im Voraus nicht klar, wie sich diese beim Menschen auswirken würden. Zwei

führten sogar zu falschen Voraussagen, da sich eine Behandlung, die sich bei einem Tier als positiv erwies, am Menschen negativ auswirkte. Viele Versuche wurden an den Tieren durchgeführt, lange bevor die Behandlungen am Menschen vorgenommen wurden. Aus der Studie ging zudem hervor, dass die Wissenschaftler der Grundlagenforschung und diejenigen der angewandten Forschung nicht miteinander kommunizieren (was im Übrigen keine neue Erkenntnis ist, Anm. d. Red.).

Steuerzahler ausgenutzt

Dass diese unnötige Verwendung von Tieren und die damit für sie verbundenen Leiden einen Skandal darstellen, ist wohl jedem klar. Es ist aber auch höchst erstaunlich, dass sich genügend Dummköpfe fanden, die diese Tierversuche finanzierten, nachdem im Spitalbereich bereits ähnliche Studien durchgeführt worden waren. Eigentlich könnte man über diese Geldgeber, denen es an jeglicher Ethik mangelt und die ihr Geld für vorgetäuschte Versuche verschwenden, nur spotten. Angesichts der Tatsache, dass die meisten dieser Versuche aber von den Steuerzahlern finanziert werden – gehört doch die Grundlagenforschung zu den Spezialitäten der öffentlichen Forschung - bleibt einem das Lachen im Hals stecken.

Der Vorstand

Die gesamte Studie der Universität Birmingham kann unter <http://www.pcpoh.bham.ac.uk/publichealth/nccrm/publications.htm> eingesehen werden.

13. Messe für Heimtiere und Kleintierzucht

animalia

20./21. Oktober 2007, Palais de Beaulieu – Lausanne (VD)

Die Liga wird an der nächsten ANIMALIA in Lausanne mit von der Partie sein. Wir freuen uns jetzt schon, Sie an unserem neuen Stand begrüssen zu dürfen. Bei dieser Gelegenheit werden wir verschiedene synthetische Modelle ausstellen, die Tierversuche bei chirurgischen Eingriffen ersetzen. Gezeigt werden insbesondere zwei Modelle der Firma ELASTRAT (www.elastrat.com), welche uns diese freundlicherweise zur Verfügung gestellt hat.

Ausgestrahlt werden auch DVDs über andere Alternativmethoden wie «Pop Trainer» oder «PVC-Ratten»-Modelle. Es sollte zudem die Möglichkeit bestehen, sich am Computer mit verschiedenen Alternativprogrammen zum „Sezieren“ vertraut zu machen.

An unserem Stand werden verschiedene Vorstandsmitglieder anwesend sein. Sie werden Ihre Fragen zur Liga und zu unseren laufenden Aktionen gerne beantworten.

ANIMALIA. Öffnungszeiten: Samstag und Sonntag 9.30 – 18.00 Uhr

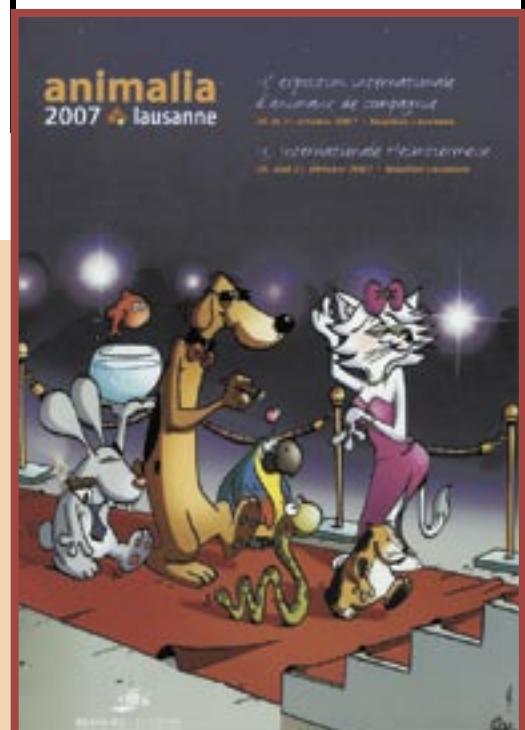
Presseschau

► Schweiz Befreiungsaktion

In der Nacht vom 30. Mai befreiten Unbekannte mehrere Tiere aus dem Zoo von Magliaso (TI). Freigelassen wurden zwei Luchse, vier Waschbären, zwei Mönchsgeier und eine Königseule. Ein Luchs wurde rasch wieder eingefangen. Der zweite wurde eine Woche später von einem Wildhüter „aus Gründen der öffentlichen Sicherheit“ abgeschossen. Eine Woche später starb einer der beiden Mönchsgeier. Dieser war von einem Baum gefallen, nachdem ihn ein Wildhüter betäubt hatte. Die anderen Tiere laufen (oder fliegen) immer noch frei herum.

► England Tiere noch immer Opfer menschlicher Dummheit

Am 29. Mai berichtete ein Londoner Radiosender live darüber, wie ein Hund der Rasse Welsh Corgi, der Lieblingsrasse von Königin Elisabeth II, verspeist wurde. Der betreffende „Feinschmecker“ wollte so gegen das gewaltsame Sterben eines Fuchses Anfang Jahr protestieren. Dieser war auf einer Jagdpartie getötet worden, an der unter anderem Prinz Philip, der Ehemann der Königin, teilgenommen hatte. Der Protest richtete sich auch gegen The Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals (RSPCA), weil diese Prinz Philip nicht verklagte. Dieser hatte auf das Tier geschossen und es - nach einem fünfminütigen Todeskampf - mit einem hölzernen Polizeiknöppel totgeschlagen.





Ozeane als Abfalleimer und Tiere als Opfer von Blutbädern

Feuerzeuge, Deckel und andere Plastikstücke aller Größen und Farben: Dieser Inhalt wurde im Magen eines verhungerten Albatroskügens gefunden. Die Umweltschutzorganisation Greenpeace hatte im Rahmen ihrer Kampagne zur Ozeanverschmutzung im Mai dieses Jahres auf das schreckliche Szenario hingewiesen.

In unseren Ozeanen werden jedes Jahr zehn Millionen Tonnen Plastikabfall gefunden. Dies entspricht etwa 10% der weltweiten Produktion.

Wenn man pro km² Wasseroberfläche ein Dutzend Gegenstände zählt (in Indonesien wurden 690'000 Objekte pro km² registriert), befinden sich 70% der Abfälle auf dem Meeresboden. Jedes Jahr sterben über eine Million Meerestiere und mehr als tausend Säugetiere und Schildkröten an Plastiksäcken, dünnen Schnüren, Gummibändern usw.

50% Sterblichkeit bei den jungen Albatrossen

Eine an einer Albatroskolonie auf der Insel Midway (Hawaii) durchgeführte Studie zeigte, dass die Nahrung, welche die Eltern ihren Küken brachten, so viele Plastikabfälle enthielt, dass die Hälfte der Kleinen an Vergiftungen, Magenrissen und anderen inneren Verletzungen starb.

Während 20% der Plastikabfälle hauptsächlich von Schiffen stammen, stellen die übrigen 80% angespülte Abfälle aus Kanälen dar. Sollten keine drastischen Massnahmen ergriffen werden, wird sich die ökologische Situation auf dramatische Weise verschlechtern. Dies ist insbesondere auf die wirtschaftliche Entwicklung in zahlreichen südlichen Ländern zurückzuführen, wo die Plastikherstellung im Zunehmen begriffen ist.

«Das Meer ist die Endkloake der Menschheit», erklärt Bernard Cressens, wissenschaftlicher Direktor des WWF Frankreich. «Die Wahrscheinlichkeit, dass sich eine in den Rinnstein Ihrer Stadt gelangte Plastikflasche nach einigen Tagen, Wochen oder gar Monaten auf hoher See befindet, ist recht hoch. Wenn wir dies ändern möchten, müssen wir unsere Konsumgewohnheiten völlig umstellen. Weil Plastik billig ist, gehen wir sehr verächtlich damit um. Dabei handelt es sich eigentlich um ein edles Material mit einer langen Lebensdauer. Statt nur vom Preis auszugehen, müssen wir mehr darauf achten, was Plastik wirklich ist.»

► Hongkong

Regierung lässt 40'000 Schweine schlachten

Wegen der hohen Luftverschmutzung liess die Regierung von Hongkong die Schneinställe schliessen und die rund 40'000 Schweine schlachten, die darin gehalten wurden. Vorgängig hatten die Behörden eine finanzielle Entschädigung der Züchter versprochen und die Zusage gemacht, die Tiere würden «menschlich und gratis euthanasiert». Tatsächlich wurden die auf Lastwagen zusammengepferchten Schweine aber in ein Verwaltungszentrum transportiert und während dem Transport auf diesen Lastwagen grausam geschlachtet.

45-minütiges Schlachten

Auf einem Foto hielten Journalisten fest, wie ein mit einem Jagdmesser ausgerüsteter Regierungsfunktionär von Lastwagen zu Lastwagen ging und ein Schwein nach dem andern abschlachtete. Dabei nahm er sich



nicht einmal die Mühe, dem qualvollen Leiden der sterbenden Tiere ein Ende zu bereiten. Anwesende Tierärzte hatten sich geweigert, am Gemetzel teilzuhaben. Sie waren schockiert über

die markerschütternden Schreie der Schweine, die in Blatlachen lagen.

Als Rechtfertigung meinte die Regierung, die Entschädigung der Züchter sei schon teuer genug gewesen. Man habe deshalb eine billigere Art des Schlachtens bevorzugt. Sie wies jedoch jeglichen Vorwurf von sich, den Tieren grosse Leiden zugefügt zu haben.

Nachdem die Richter die Bilder gesehen hatten, klagten sie die Regierung der Tiermisshandlung und damit verbundenen Gesetzesverstößen an. «Schweine sind Tiere, dessen Bewusstsein sich mit demjenigen von dreijährigen Kindern vergleichen lässt. Somit ist klar, dass ihnen das Schlachten riesige Schrecken eingejagt hat. Es ist inakzeptabel, dass die Regierung eine Praktik bewilligt, die in völligem Widerspruch zu den Massnahmen steht, die sie in den Schlachthöfen angeordnet hat.»

Dieser aus dem Chinesischen übersetzte und zusammengefasste Text beruht auf einem Artikel der Hongkonger Zeitung „The Next Magazine“, der im März 2007 erschienen war.



Intensive Produktion von Milch : von der Kuh bis zum Schwein.

Die Kuh, eine Milchproduktionsmaschine

Kühe, des Schweizers liebstes Tier, Milchkühe, Stolz der Schweizer Bauernschaft, im Sommer auf allen Weiden anzutreffen, Kühe, ihr Abbild tausendfach vermarktet, unmöglich, Milka oder Lovely nicht irgendwo gesehen zu haben. Aber was weiss Herr und Frau Schweizer vom wirklichen Leben dieser enigmatischen Tiere?

Dass sie nicht wie die hübsche, behornte Holsteinkuh Lovely allerlei Unfug treiben oder lustig durchs Leben tanzen, werden sie annehmen, aber wie durchorganisiert und lustlos das Leben dieser ambulanten Milchproduktionsanlagen verläuft, ignorieren die meisten Milchkonsumenten, vor allem Kinder, die das weisse Getränk nur in der Plastikpackung kennen.

Ohne die Geburt eines Kälbchens, keine Milch!

Und auch: Ohne Geburt eines Lammes, keine Milch, ohne Geburteines Zickleins keine Milch. Nur wenige Kühe kennen den Vater ihrer Kinder persönlich. Mit etwa 24-32 Monaten wird die Jungkuh zum erstenmal befruchtet; selten von einem schönen Stier, sondern von einem "Köfferli-Muni", der auf den Hof kommt, und die bereitstehende Kuh mit dem Samen eines vom Besitzer der Kuh ausgewählten Stieres befruchtet. 280 Tage später, bringt die Kuh ihr erstes Kälbchen zur Welt.

Gleichzeitig setzt die Milchproduktion ein; sie kann nun gemolken werden.

Die Milch der ersten 6-8 Tage, das lebenswichtige Kolostrum zur Aktivierung seiner Abwehrkräfte, wird dem neugeborenen Kälbchen noch gegeben, nachher bekommt es Milch auch von anderen Kühen auf dem Hof – insofern der Bauer genug davon hat, oder es wird mit billigerem, zugekauftem Milchpulver ernährt.

Drei Monate nach der Geburt des ersten Kälbchens wird die Kuh wieder befruchtet. Sie wird weiterhin gemolken. 2 Monate vor der 2. Geburt wird die Kuh nicht mehr gemolken und die Milchproduktion mittels Futterumstellung unterbunden. Mit der Geburt des 2. Kindes setzt die Laktation wieder ein, und die Kuh kann wieder gemolken werden. 3 Monate nach der Geburt des 2. Kalbes wird die Kuh wieder besamt und so weiter.

Die Kuh ist also ihr ganzes Lebens lang entweder tragend oder milchproduzierend oder beides zusammen. Während der ersten Laktationsperiode produziert eine Hochleistungskuh der Rasse Holstein etwa 8-9000 Liter Milch, während den folgenden Laktationen je 9-10'000 Liter und gleichzeitig erzeugt sie ein bei seiner Geburt etwa 40 kg schweres Kalb. Ihrem Körper wird eine enorme Leistung abverlangt, und wenn sie diese nicht mehr erbringen kann, sind ihre Tage gezählt.

Die modernen, beinmageren, enthornten Kühe, die sich ihres überdimensionierten Euters wegen kaum mehr richtig hinlegen können, haben nichts mit der lustigen, verspielten Lovely gemeinsam.

Frei auf der Weide, nicht angekettet im Stall.

Im Stall angekettete Kühe müssen sich an 90 Tagen im Jahr im Freien bewegen können, davon an 30 Tagen in den Wintermonaten. Diese Vorschrift missfällt einigen Bauern und deren Vertreter. So verstieg sich der Freiburger Staatsrat Pascal Corminboeuf zur Erklärung, er sei dagegen, "dass die Kühe draussen eingesperrt werden...." "Draussen eingesperrt" bedeutet im Allgemeinen, dass die Kühe während einer vom Bauern bestimmten Zeit sich in einem vor dem Stall gelegenen, betonierten Höfli ein bisschen die Beine vertreten dürfen. Für mehr reicht der Platz nicht. Die andere lange Zeit dürfen sie angebunden in den Stallgang starren, als einzige Bewegung sich Hinlegen und Aufstehen. Wenn sie dazu noch unter einem Kuhtrainer stehen, ist auch dies nur mit Vorsicht zu tun. Kuhtrainer sind elektrisch geladene Bügel über dem Rücken der Tiere, die diese davon abhalten, beim Koten den Rücken zu krümmen oder sich oder die Stallnachbarin zu lecken, wenn sie's juckt.

Aber wie auch immer, Milch geben sie ja so oder so...

Kälbchen: von der Mast in den Schlachthof

Und wie verläuft das Leben dieser bezaubernden Tiere?

Sofort nach der Geburt werden sie ihrer Mutter weggenommen. Während der ersten 6-8 Lebenstage bekommen sie noch die Milch ihrer Mutter: das lebenswichtige Kolostrum zur Stärkung der Abwehrkräfte des Neugeborenen. Anschliessend werden sie entweder mit Milch vom Hof getränkt, sofern der Bauer welche zur Verfügung hat (Milchkontingent) oder aber mit Ersatzmilch, hergestellt aus zugekauftem Milchpulver. Das heisst, das Kalb trinkt nie bei seiner Mutter und die Mutter kann ihr Kind auch nicht umsorgen, da es seit einigen Jahren

entfernt von ihr in einem sogenannten Igloo untergebracht wird. Sind mehrere Kälber mehr oder weniger gleichen Alters auf dem Hof, hat es wenigstens den vorgeschriebenen Augenkontakt mit seinen ebenfalls in diesen weissen Plastikbehälter eingeschlossenen Leidensgenossen. Der knapp bemessene Platz ermöglicht den jungen Tieren nur wenig Bewegung; sie können nie, wie es natürlich wäre, spielerisch miteinander über eine Wiese tollen.

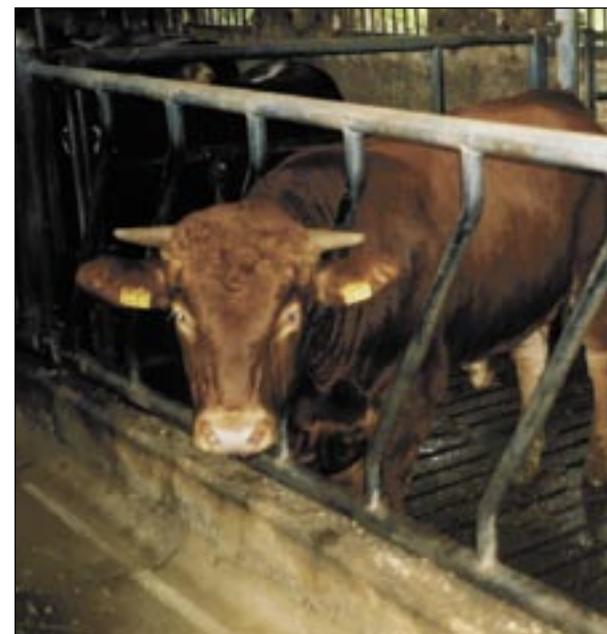
Handelt es sich um ein weibliches Tier, mit guter Erbanlage, wird es eventuell zur Nachzucht auf dem Hof behalten und wird später auf die Weide dürfen.

Ist das Kalb jedoch männlichen Geschlechts,



Kälber in einem Iglu

wird es zusammen mit den ausgemusterten weiblichen Tieren auf den Kälbermarkt gefahren und dort von einem Mäster aufgekauft, auf dessen Hof sie bleiben, bis sie das gewünschte Schlachtgewicht erreicht haben. Sie werden ihr ganzes, kurzes, trauriges Leben eingeschlossen sein, obwohl unser Tierschutzgesetz verlangt, dass "Tiere so zu behandeln sind, dass ihren Bedürfnissen in bestmöglichster Weise



Rechnung getragen wird.“ Kälber sind das Nebenprodukt der Milchindustrie; eine Tatsache, die die meisten Milch-Konsumenten nicht wissen.

Das miserable Leben der Schweine

Wann haben Sie zum letzten Mal ein freilebendes Schwein gesehen? Wo verbergen sich die einigen Hundertausend in der Schweiz lebenden Schweine?

Gut versteckt in einem Hangar am Rande eines Waldes oder einer Kiesgrube, in einem fabrikähnlichen Gebäude, in irgendeinem heruntergekommenen, grossen oder kleinen Schuppen irgendwo in der Landschaft oder auch hinter einer alten Käserei. Auf jedem Fall so weit von menschlicher Behausung entfernt, dass kein Geruch der Schweine die Schweine fleischkonsumenten stören könnte. Nur in der Pfanne oder auf dem Grill riecht dann das tote Schwein angenehm!

Schweine sind saubere Tiere, die nur in ihren grausam engen Buchten zu stinkenden „Dreckschweinen“ werden.

Ihr ganzes Leben eingesperrt, meist ohne irgendeine Möglichkeit sich mit etwas zu beschäftigen, obwohl die Tierschutzverordnung dies ausdrücklich verlangt, können die sensiblen, intelligenten Tiere keine ihrer artgerechten Bedürfnisse ausleben. Auch nicht bei der Nahrungsaufnahme, obwohl die Verordnung vorschreibt, dass „das Futter so beschaffen und zusammengesetzt sein muss, dass die Tiere ihr arteigenes, mit dem Fressen

verbundenen Beschäftigungsbedürfnis befriedigen können.“ Doch die Mehrheit aller Schweine bekommen nur Suppe aus Molke und Getreidemehl. Jeden Tag dieselbe Suppe! Ihr ganzes Leben lang! Molke ist das Nebenprodukt der Käsefabrikation. Um einen Käse von 35 kg herzustellen, braucht es 400 Liter Milch. Ein Liter Milch enthält 87,5% Wasser. Allein



die „Fromagerie du Gruyère“ verarbeitet täglich 19'000 Liter Milch zu Käse; die anfallende Molke wird an die umliegenden Schweinemastbetriebe geliefert. Schweine sind die letzten in der Reihe, die unter der Milchproduktion leiden.

Auch neuerstellte Anlagen sind nicht tiergerecht.

In den letzten Jahren wurden einige grosse, moderne Schweinemastanlagen erstellt. In diesen Betrieben haben die Tiere Auslaufmöglichkeit. Ihren arteigenen Bedürfnissen tragen aber auch diese sogenannten „tiergerechten“ Bauten nicht Rechnung; auf den harten Betonböden ist kein In- der- Erde- wühlen möglich, noch können sie sich darin zur Abkühlung eingraben.

Susane Wachtl



Was bedeutet: „ich liebe Tiere“.

Selten nur erklären Leute kalt: « Ich liebe Tiere nicht! »

Das Gegenteil trifft im Allgemeinen zu. Mann/Frau liebt Tiere, aber trägt unverfrorene Pelze, obwohl allen bekannt ist, dass diese nicht von einem Baum gefallen, sondern einem Tier vom Leib gerissen worden sind.

Mann/Frau liebt Tiere so sehr, dass sie auch ihre Kadaver verzehren? Obwohl sie wissen, welch miserables Leben die meisten von ihnen in einer Tierfabrik gefristet haben? Mann/Frau liebt Tiere, was sie aber nicht davon abhält, sich selbst an „Delikatessen“ wie Foie gras von Enten und Gänsen zu erläben! Kann sich irgend jemand noch damit entschuldigen, nicht gewusst zu haben, auf welch grausame Art diese Fettleber erzeugt worden ist?

Was heisst, was beinhaltet eigentlich der Ausdruck „Ich liebe Tiere“?

Können unsere Leser uns diese Frage beantworten? Wie ist es möglich, Pelz zu tragen, Fleisch zu konsumieren und gleichzeitig zu erklären, Tiere zu lieben und zu beschützen?

Ihre Antworten würden uns sehr interessieren; schreiben Sie bitte an:

Schweizer Liga gegen Vivisektion
Leserbriefe
Chemin des Arcs-en-Ciel 3
C.P.148
1226 Thônex

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion
Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen.

Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert.

Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig.

Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig.

Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenseitige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.

Desktop Publishing (DTP) und Layout: SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm2 **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl

Adresse: Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

PSchKto 12-2745-6

Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr:

In Deutsch und Französisch am Montag, Dienstag vormittag, Mittwoch den ganzen Tag und Donnerstag vormittag.

In Französisch und Italienisch am Dienstag und Donnerstag nachmittag und am Freitag.



Editoriale

Cari Soci,
care amiche e cari amici della Lega,

Come preannunciato sul nostro precedente giornale, pubblichiamo una sintesi del "Rapporto sui risultati della procedura di audizione relativa all'ordinanza sulla protezione degli animali" pubblicato dall'Ufficio veterinario federale (BVET) lo scorso aprile.

Per cogliere pienamente il senso delle formule relative agli articoli di questa nuova ordinanza, nonchè le prese di posizione riportate nel citato rapporto, è utile disporre del progetto di ordinanza reso publico nel luglio 2006. Detto progetto è reperibile sul sito internet dell'OVF (www.bvet.admin.ch) nella rubrica "Temi", "protezione degli animali": il rapporto integrale di questa procedura di audizione può essere telecaricato a partire da questa pagina web.

Stato attuale dell'ordinanza: il testo di questa nuova ordinanza dovrebbe essere finalizzato prossimamente. Diversi gruppi di interessi (società di protezione degli animali, allevatori di bestiame etc.) sono stati invitati dall'OVF a diverse riunioni durante l'estate.

Per quanto riguarda gli articoli sulla sperimentazione animale, il « KTT¹ » ha rappresentato la protezione degli animali, ad una seduta cui hanno preso parte delegati di industrie farmaceutiche, università e scuole politecniche federali.

Se le cose si svolgono come previsto, la nuova legge ed ordinanza sulla protezione degli animali dovrebbero entrare in vigore nel 2008.

L'OVF annuncia inoltre che le statistiche 2006 degli esperimenti sugli animali saranno pubblicate nel settembre 2007, mentre gli anni scorsi erano pubblicate a fine giugno. Sono stati necessari adeguamenti dell'analisi e della presentazione dei risultati, a causa della revisione della legislazione sulla protezione degli animali. Gli esperimenti soggetti ad autorizzazione non saranno trattati separatamente da quelli per i quali non è necessaria alcuna autorizzazione, in quanto la nuova legge sulla protezione degli animali non fa più nessuna distinzione. Un resoconto di queste statistiche sarà pubblicato sul nostro numero di dicembre.

Ci ralleghiamo di accogliervi numerosi sul nostro stand a ANIMALIA, il 20 e 21 ottobre prossimi, e vi inviamo i nostri saluti più cordiali.

Il Comitato

¹ Il « KTT » raggruppa sotto questa denominazione, rappresentanti di associazioni di protezione degli animali che siedono nelle commissioni cantonali e nella commissione federale sulla sperimentazione animale. La prima seduta è stata organizzata nel 2002, grazie all'iniziativa di Norma Schenkel, rappresentante della PSA (STS) in seno alla commissione federale.

Gli inizi del KTT sono stati laboriosi, in quanto era primordiale appianare le tensioni tra le associazioni di protezione degli animali, ma oggi la collaborazione tra i membri del KTT è eccellente e consente un vero scambio di competenze. I membri attuali del KTT siedono nelle seguenti commissioni: Federale (2), Basilea (3), Berna (3), Friburgo (1), Ginevra (2), Vaud (2), Zurigo (3). Tre rappresentanti della LSCV che fanno parte della commissione cantonale sono membri del KTT.

•••••
Errata corige: sul nostro ultimo giornale, l'articolo della rivista stampa intitolato « Russia-Prigionieri detenuti come animali» indicava per errore la superficie di 60 cm² attribuita nell'OPA per maiali all'ingrasso. Si doveva leggere 0,6m².

Tenete dentro i gatti!

Segue da pagina I

Interrogati dalla giornalista di un quotidiano romando, diverse persone hanno dichiarato, per ignoranza o ipocrisia, che in nessun'altra parte della Svizzera romanda si spara sui gatti randagi¹:

«Non ho mai sentito parlare di una cosa simile» dichiarava il veterinario cantonale di Neuchâtel. «No, non ho mai sentito parlare di questo metodo per eliminare i gatti randagi» faceva eco la SPA di Ginevra. Anche Friburgo dichiara di non essere al corrente di questa pratica. Quanto al veterinario cantonale del Cantone di Vaud, ha assicurato: «Non sono mai venuto a conoscenza di questo tipo di pratica. Sarebbe veramente l'ultimo ricorso possibile».

Un mese dopo, è il tiro fallito e particolarmente stupido di un ausiliario del guardia fauna alla Tour-de-Peilz (VD) su un gatto di tre anni che forse avrà permesso al veterinario cantonale di scoprire che l'uccisione di gatti è pratica corrente nel suo cantone. Il gatto in questione, che ha avuto la mandibola demolita dai pallini, si è ritrovato nel reparto cure intensive del Tierspital di Berna per diverse settimane. La proprietaria dell'animale ha sporto querela contro l'autore del tiro: «I tiri contro i gatti e cani randagi sono stati vietati, ma il responsabile non è stato sospeso né disarmato». E quali sono state le motivazioni dello sparatore per liquidare l'animale? A quanto pare un'abitante, infastidita da questo gatto che attraversava il suo giardino, ha chiesto di esserne sbarazzata!

Caccia in tutti (?) i cantoni

Le diverse statistiche cantonali sulla caccia, consultabili su Internet, danno un'idea più precisa della situazione:

Friburgo: i cacciatori hanno dichiarato 15 uccisi nel 2005, mentre il servizio della fauna ne ha uccisi 66. Dunque ci sono stati 85 gatti uccisi nel 2005 in un cantone in cui questa pratica è « sconosciuta ».

Vaud: il servizio della fauna ne ha uccisi 10 nel 2005. I cacciatori-ausiliari² (del servizio della fauna) ne hanno uccisi 41, come «tiri di regolazione». Totale: 51 gatti « ufficialmente » uccisi nel 2005. Il numero di gatti uccisi dai cacciatori non ci è noto.

Neuchâtel: questo cantone rifiuta di comunicare le statistiche in materia. Tuttavia, poichè la sua federazione di caccia non esita ad annunciare il tiro di diverse decine di lepri, allorchè questa specie è minacciata in tutta la Svizzera³, non si può che consigliare ai proprietari di gatti di questo cantone di fare attenzione al loro animale.

Ginevra: per un cantone in cui la caccia è vietata, è sorprendente che 5 gatti siano stati uccisi dai guardia-fauna nel 2006, 3 nel 2005, 9 nel 2004. Questo cantone ha addirittura proceduto ad una vera e propria carneficina tra il 1977 ed il 1987. Dal divieto della caccia imposto nel 1972, sono stati uccisi 2'702 gatti.

I cantoni della Svizzera tedesca sono molto più reticenti a pubblicare questo tipo di informazioni, tutt'al più si viene

a sapere che Sciaffusa ha ucciso 4 gatti nel 2005. Tuttavia, sapere quanti gatti sono stati uccisi in Svizzera ogni anno è impossibile. Le statistiche federali in materia di caccia non lo indicano, ma citano i periodi in cui si può sparare sui gatti. Quanto ai cacciatori, tra i tiri reali e quelli dichiarati (ci si chiede perché ne dichiarino solo una parte), indubbiamente la differenza è tale che è meglio non lanciarsi in stime rischiose.



La masella sostenuta da un fissatore ed alimentato con perfusione al Tierspital, questo gatto è stato tutto sommato fortunato dopo essersi fatto sparare addosso. Quant' altri gatti sono abbandonati morenti dai tiratori ?

Tiri in quali condizioni

Si tratta dunque di sapere in quali condizioni il tiro è autorizzato ? i gatti devono essere sprovvisti di collare o trovarsi ad una certa distanza dalle abitazioni?

Vaud dichiara di autorizzare i tiri se i gatti si

trovano ad oltre 200 metri dalle abitazioni. Questa misura non è rispettata se si prende l'esempio del gatto con la mandibola fracassata. In un cantone in cui questo animale è addirittura dichiarato « specie cacciabile » ogni anno tra ottobre e febbraio, ci si accerta almeno che non abbia collare ? No, risponde il servizio della fauna. Ma non stanno meglio gli abitanti degli altri cantoni: praticamente tutte le altre autorità cantonali

hanno tenuto più o meno lo stesso discorso.

In conclusione, se la prossima notte il vostro micino non torna a casa, la circolazione stradale non è forse l'unica responsabile di questa scomparsa.

Il Comitato di redazione

¹ Il gatto "haret" è un gatto domestico tornato allo stato brado. Può aver vissuto con esseri umani o essere nato nella natura. Resta comunque un gatto domestico. La differenza con il gatto domestico propriamente detto è dunque prettamente etologica. Questo gatto non va confuso con il gatto selvatico.

Per esempio, il gatto haret è stato ritirato dall'elenco delle specie cacciabili in Francia e dall'elenco delle specie potenzialmente nocive nel 1988.

² In seguito allo scandalo provocato dal gatto ferito alla mandibola, il servizio della fauna del Cantone di Vaud vieta ai suoi ausiliari, da aprile 2007, di uccidere i gatti. La gestione di questi ultimi è affidata alla società di protezione degli animali del canton Vaud (SVPA).

³ Restano soltanto tre popolazioni di lepri in Svizzera: una a Ginevra, due in Vallese

Campagne di sterilizzazione costose ma efficaci

I gatti haret, come gli altri animali selvatici, possono soffrire di diverse malattie ed infezioni. Hanno una vita generalmente abbastanza breve. Ma contrariamente alle altre specie

animali « selvagge », i gatti haret ed i gatti domestici coesistono, e si riproducono tra loro. Il gatto domestico è pertanto esposto alle malattie trasmissibili dal gatto haret. Dal punto di vista della protezione degli animali, lasciare che la popolazione di gatti haret si riproduca senza controllo non è più accettabile che ammazzare questi animali. Molte SPA cantonali sono impegnate in campagne di sterilizzazione e castrazione dei gattirandagi. La Protezione Svizzera degli Animali (PSA/STS) dichiara di distribuire

CHF 250'000.— all'anno per finanziare la decina di migliaia di castrazioni effettuate dalle 62 sezioni esistenti nel Paese.

Pur non essendo un rifugio per animali, anche la LSCV finanzia campagne di sterilizzazione in diversi cantoni, soprattutto a Berna, Friburgo, Ginevra, Neuchâtel, Ticino e Zugo. Le condizioni che la LSCV impone per finanziare queste azioni sono le seguenti:

- i gatti catturati devono essere liberati dopo l'operazione nello stesso posto in cui sono stati catturati;
- la popolazione di gatti deve essere mantenuta stabile in tutta la misura del possibile;
- i gatti operati devono essere nutriti regolarmente.

La caccia serve veramente a qualcosa ?

Con 35'000 cacciatori in tutto il Paese, di cui 4'900 in Svizzera romanda, la caccia serve come minimo ad alimentare un lobby.

Ma in generale, la fauna ha bisogno di essere regolata? E la caccia si svolge in modo etico?

Gli squilibri riscontrati nella natura sono tali che certe specie animali non possono "regolarsi" naturalmente, come per esempio nel caso del cinghiale. Senza predatori naturali, con le nostre colture estensive che sono veri e propri supermercati aperti, è assurdo pensare che il numero di cinghiali possa stabilizzarsi senza l'intervento dell'uomo. Dunque, uccidere un certo numero di questi animali o lasciare che si

moltiplichino e pagare i danni alle colture è comunque una scelta con pesanti conseguenze.

Eppure, consultando le varie statistiche annue sulla caccia – dei cantoni che le pubblicano – prendendo conoscenza delle specie uccise, si ha piuttosto l'impressione che la caccia non abbia lo scopo di "regolare" gli animali selvaggi bensì di ammazzarne quanti più possibile, facendo comunque in modo che i superstiti siano abbastanza numerosi da potersi riprodurre e dunque garantire la partita di caccia successiva. Quale giustificazione si può invocare per ammazzare uccelli migratori, per esempio?

I cacciatori dicono di "amare la natura". Ma questo significa sparare sugli uccelli che ci volano sulla testa?

Il cantone di Ginevra che ha vietato la caccia oltre trent'anni fa risponde ad alcuni questi quesiti. La situazione non è perfetta ma in un cantone in cui la pressione politica a favore della caccia è molto forte – molti eletti politici sono agricoltori, cacciatori o entrambi – la gestione della fauna da parte del servizio competente è tutto sommato esemplare.

Ne ripareremo in modo più dettagliato nel nostro prossimo numero.

Luc Fournier

Rapporto sui risultati della procedura di audizione relativa all'Ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn)

Come preannunciato sul nostro precedente numero, pubblichiamo un resoconto sintetico del rapporto citato. Un breve richiamo: la Legge sulla protezione degli animali (LPA), votata dal popolo nel 1978, è stata interamente riveduta dal parlamento ed adottata il 16 dicembre 2005. Poichè la nuova legge entrerà in vigore all'inizio del 2008, spettava al Consiglio federale adeguare l'attuale ordinanza per la protezione degli animali, poichè il suo intento è di precisare gli articoli di legge, in particolare quelli che definiscono le misure minime in materia di detenzione di animali.

La consultazione del primo progetto di ordinanza elaborato dall'Ufficio veterinario federale è stata sottoposta alle parti interessate tra luglio e novembre 2006. Al termine della consultazione, il Consiglio federale ha ricevuto 536 prese di posizione. Tutti i cantoni hanno preso parte alla consultazione, come pure 9 partiti politici e 331 organizzazioni o associazioni. 170 lettere inviate a privati hanno procurato oltre 3000 firme.

Il progetto di revisione è stato favorevolmente accolto da 14 cantoni (AG, BE, BL, FR, GE, JU, NE, SG, SH, SO, TG, TI, UR, ZH), mentre 7 lo hanno contestato (AI, GL, GR, OW, SZ, VD, VS).

Il rapporto, di 111 pagine, tratta tutti i campi in cui sono possibili l'utilizzazione e la detenzione di animali; esamineremo in dettaglio soltanto gli articoli del capitolo 10 che trattano della sperimentazione animale. Ricordiamo comunque alcune pratiche attualmente autorizzate ed alle quali ci siamo opposti, insieme ad altri organismi di protezione degli animali. Abbiamo chiesto per esempio:

- Il divieto di utilizzare animali vivi per l'alimentazione di animali selvaggi se altri metodi consentono di alimentarli altrimenti** (art.4). E' bene sottolineare che il servizio veterinario friborghese ha addirittura difeso il divieto totale.



I roditori sono spesso dati come prede vive, il che non è necessario

Argomentazione LSCV: «(...) molti animali selvaggi, in particolare i rettili, sono nutriti con animali vivi per fornire loro una distrazione o

per evitare al detentore dell'animale di dover animare un animale morto per fargli ingoiare la preda. Un animale (preda) vivo non deve essere un palliativo a cattive condizioni di detenzione, povere di stimoli. Imporre questa situazione ad un animale è un atto crudele se possono essere adottate altre disposizioni».

- Il divieto di utilizzare animali vivi per la formazione di cani destinati alla caccia alla tana art.68.**

Argomentazione LSCV: «(...) La caccia alla tana è assolutamente contraria ai principi sanciti dalla LPA, che precisa per l'appunto all'art.4 che «nessuno deve causare in modo ingiustificato dolori ad animali (...), metterli in stato di ansia (...). La caccia alla tana trova una giustificazione soltanto in una «tradizione», che non ha più motivo di esistere. La regolazione degli animali toccati da questa caccia può praticarsi con altri mezzi, come per esempio il tiro in agguato. La caccia alla tana non fa più capo alla LPA attuale, l'allenamento di cani a tal fine, se citato, deve essere vietato».

- Il divieto di allevare cani per la caccia** (art.82).

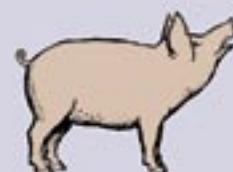
Argomentazione LSCV: «è inconciliabile con la dignità dell'animale e l'etica della protezione degli animali, allevare animali con lo scopo esclusivo di metterli in libertà e poi cacciarli. Tanto più che questo metodo di allevamento non è quasi più praticato in Svizzera».

- Il divieto delle uccisioni rituali o della decapitazione di pollame senza previo stordimento** (art.149).

Argomentazione LSCV: «La nozione di uccisione rituale deve essere soppressa. Anche il pollame ha diritto a metodi umani e moderni di stordimento ed uccisione. La decapitazione e le uccisioni rituali provocano negli animali dolori e sofferenze inutili e pertanto vanno vietate, o autorizzate previo stordimento».

Gli allevatori di bestiame opposti alla nuova ordinanza

Diversi provvedimenti adottati per garantire una migliore detenzione degli animali da rendita sono vivamente combattuti dalle federazioni e dai rappresentanti degli ambienti agricoli. Certe contestazioni sono scandalose e ci sembrano contrarie ai loro interessi: i produttori di carne svizzera non potranno mai rivaleggiare finanziariamente con la produzione di carne estera. Pertanto, se i nostri produttori non sono in grado di garantire un allevamento rispettoso degli animali detenuti, c'è da chiedersi perché il consumatore dovrebbe privarsi di comprare maiale bretone o tacchino cinese.



Tra le contestazioni scandalose citiamo:

- quelle degli allevatori di maiali, sostenuti da alcuni cantoni e partiti politici, che si oppongono all'aumento della superficie a terra da 0,6 (ordinanza attuale) a 0,9m² (nuova ordinanza) per maiale. Quando si pensa che possono pesare anche un centinaio di chili alla fine dell'ingrassamento, persino 0,9 m² per animale sono condizioni di detenzione vergognose!

- gli allevatori di conigli chiedono la soppressione delle superfici sopraelevate nelle conigliere. Queste superfici permettono alle femmine che hanno avuto piccoli di isolarsi dalla progenie, comportamento che si riscontra in libertà (i piccoli sono nutriti una volta al giorno dalla madre, che poi se ne va dalla tana, richiudendone l'estremità).

- gli allevatori di pollame che esigono la soppressione dei posatoi!

Capitolo 10: Sperimentazione animale – Prese di posizione

Resoconto per articolo:

Sezione 2: Animali da esperimento

Art. 155 Detenzione

«Le organizzazioni di protezione degli animali (38 prese di posizione) chiedono che la detenzione individuale di animali insocievoli sia autorizzata eccezionalmente e comunque di breve durata».

Art. 158 Provenienza degli animali da esperimento:

(Cattura di animali selvaggi per i laboratori. N.d.l.r.)

«Gli istituti universitari e farmaceutici temono che questo articolo vietи l'esame degli animali. Numerosi istituti di ricerca (155) chiedono che sia riformulato per poter continuare ad autorizzare gli esperimenti zoologici sugli animali selvaggi.

Il KTT, la LSCV ed il partito socialista chiedono che vengano poste restrizioni per non mettere a repentaglio la preservazione delle specie e per non sottoporre gli animali catturati a violenze» (*si tratta anzitutto di vietare la cattura di animali selvaggi, principalmente primati, allorché è dimostrato che l'intrappolamento ed il trasporto di questi animali provocano sofferenze ed un'elevata mortalità. Inoltre, in che modo convincere le popolazioni africane, per esempio, a preservare certe specie di primati in via di estinzione se le nostre università ed industrie farmaceutiche vengono a servirsi per alimentare i loro laboratori?* N.d.l.r.).

Art. 159 Marchiatura degli animali da esperimento

«La LSCV chiede che le marchiature di animali siano introdotte in una database indipendente tanto dall'allevatore che dal fornitore per impedire ogni commercio illecito. Anche i conigli devono essere marchiati.

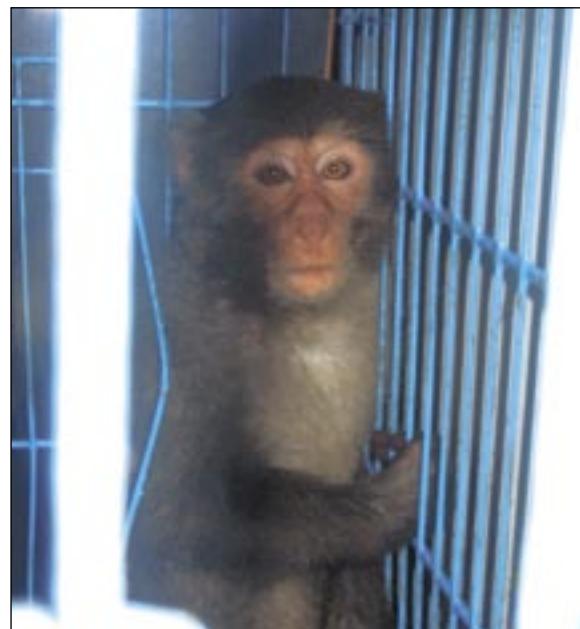
GR, TG, TI, ZH e l'associazione svizzera dei veterinari cantonali chiedono che siano previste per tutti gli animali da esperimento compresi i roditori da laboratorio, le tecniche di marchiatura meno mutilanti» (*attualmente l'ablazione delle falangi – sezionamento di un dito senza anestesia – sui roditori è la forma di marchiatura più praticata. N.d.l.r.*).



Per riconoscere i topi nelle gabbie, i ricercatori tagliano una o più falangi

Art. 172 Obbligo di denunciare i portatori di una mutazione deleteria ed autorizzazione ulteriore

«Le organizzazioni di protezione degli animali (38 prese di posizione) chiedono che si aggiunga che le stirpi di animali non autorizzate (*in quanto fonte di sofferenze ingiustificate. N.d.l.r.*) devono essere segnalate alle autorità cantonali nonché alle commissioni per la sperimentazione animale ed all'OVF».



La cattura di animali selvatici per alimentare i laboratori di sperimentazioni animali deve cessare

Art. 180 Criteri di valutazione dell'indispensabilità degli esperimenti che implicano violenze sugli animali

«L'STS (PSA), Vier Pfoten, la LSCV nonché altre 36 organizzazioni di protezione degli animali chiedono che il richiedente sia obbligato a dimostrare che l'esperimento previsto può essere realizzato con gli animali coinvolti. Gli esperimenti sui primati dovrebbero essere oggetto di una perizia pluridisciplinare».

Art. 181 Esperimenti con violenze: scopi di esperimenti inammissibili

«Le università e le alte scuole (164) temono che queste disposizioni nuocano all'insegnamento. La LSCV, l'STS (PSA) nonché altre 37 organizzazioni di protezione degli animali e Vier Pfoten chiedono il divieto di esperimenti correlati a tabacco, armi e munizioni, prodotti

cosmetici, detergivi nonché "prodotti life-style" ed il «functional food».

Queste stesse organizzazioni di protezione chiedono che siano vietati gli esperimenti mutilanti a scopi di ricerca di base nonché quelli con conseguenze, anche di poca entità, sui primati. Sette organizzazioni chiedono un divieto generale degli esperimenti con scimmie antropoidi».

Sezione 7: Annunci e controlli

Art. 191 Controlli

«La LSCV auspica controlli inopinati (*attualmente e nella maggior parte dei casi, i controlli di esperimenti nei laboratori sono preannunciati. N.d.l.r.*)».

Art. 193 Commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali

«Stando al KTT ed alla LSCV, le autorità cantonali dovrebbero accertarsi che l'offerta di perfezionamento sia adeguata alle esigenze dei membri della commissione (*questo articolo sancisce l'obbligo imposto ai membri delle commissioni di seguire corsi di perfezionamento, per esempio sull'attuazione della legislazione. N.d.l.r.*). Questi ultimi dovrebbero procedere a controlli inopinati indipendentemente dalle autorità cantonali (*attualmente, certi cantoni obbligano i commissari ad effettuare i controlli in presenza delle autorità, che spesso hanno "preso appuntamento" con il laboratorio da controllare! N.d.l.r.*)».

L'FFVFF (Stiftung Fonds für versuchstierfreie Forschung) chiede che i membri della commissione cantonale abbiano la possibilità di fare appello a specialisti esterni. Il segreto professionale dovrebbe pertanto essere reso meno vincolante».

Sezione 9: Statistica ed informazione del pubblico

Art. 194

«Le università e ditte farmaceutiche temono che le disposizioni dell'articolo 190 (*censimento degli animali allevati o utilizzati dai laboratori. N.d.l.r.*) si traducano in un incremento massiccio (*del numero*) di animali (*censiti*), ciò che potrebbe nuocere alla salvaguardia del clima e dunque alla ricerca (*attualmente un gran numero di animali detenuti nei nostri laboratori non appaiono in nessuna statistica. Grazie a questo articolo, sapremo finalmente quanti sono. Se i laboratori hanno paura che questa cifra nuocia «alla salvaguardia del clima», vuole dire che è sicuramente scandalosamente alto! N.d.l.r.*)».

Il partito socialista e 39 organizzazioni di protezione degli animali chiedono invece una maggiore trasparenza, ossia di essere informati sul numero di animali e sul numero di polluzioni (*esperimenti inutili. N.d.l.r.*) che potrebbero risultare dai progetti di sperimentazione animale autorizzati. Sette organizzazioni di protezione degli animali ritengono che il rapporto citato al capoverso 3 debba informare anche sulle alternative.

Il KTT chiede che l'OVF sia obbligato ad adeguare regolarmente le direttive in materia di sperimentazione animale e metodi alternativi allo stato delle conoscenze scientifiche».

Capitolo 15: Esecuzione

Art. 208 Vigilanza, formazione ed informazione

«Il KTT e la LSCV chiedono che venga sancito il principio secondo il quale l'OVF deve informare i cantoni e le commissioni cantonali sui nuovi metodi e le nuove tecniche scientifiche che consentono di ridurre il numero di animali. La società di protezione degli animali del canton Vaud (SVPA) auspica che si aggiunga un capoverso che sancisca il principio fondamentale in base al quale le autorità di vigilanza possono demandare certe operazioni ad organizzazioni private riconosciute».

Allegato 1: Esigenze minime per la detenzione di animali domestici

12 Maiali

«Il KTT e la LSCV auspicano che sia soppressa dal titolo la menzione « eccetto minipigs » e che vengano definite le dimensioni minime per questi animali» (*attualmente, nessuna direttiva nè testo di legge definisce una detenzione minima per i minipigs, che sono maiali di piccole dimensioni allevati principalmente per la sperimentazione animale. N.d.l.r.*).



Le condizioni scandalose di detenzione degli animali da laboratorio nel nostro Paese non sono giustificate da ragioni scientifiche ma economiche

Allegato 3: Esigenze minime per la detenzione di animali da esperimento negli stabulari autorizzati

31 e 32 Piccoli roditori

«Numerose prese di posizione (194) (*principalmente degli ambienti scientifici. N.d.l.r.*) rifiutano le esigenze specifiche che prevedono gli oggetti da roscichiere, la struttura del foraggio o i nascondigli (*nelle gabbie*), in quanto questi dati potrebbero compromettere le analisi comparative con altri Paesi, limitare la visibilità degli animali, ripercuotersi sui comportamenti connessi alla paura o generare problemi fisiologici connessi all'alimentazione. Stando alla LSCV, l'STS (PSA), Vier Pfoten, l'Istituto di protezione degli animali dell'Università di Berna (Universität Bern, Institut für Tierzucht) ed oltre 30 altre organizzazioni di protezione degli animali, le dimensioni minime sono insufficienti e possono tradursi in condizioni detentive crudeli per gli animali nuocendo in tal modo all'attendibilità dei risultati della ricerca» (*Gli scienziati sostengono che un miglioramento della detenzione dei roditori avrà un impatto negativo sui risultati degli esperimenti, mentre le associazioni di protezione degli animali sostengono il contrario, avvalendosi di pubblicazioni scientifiche! N.d.l.r.*).

Qualche perla

Alla lettura di questo rapporto, abbiamo inoltre preso conoscenza di posizioni ed argomentazioni piuttosto sorprendenti per non dire peggio. Alcune potrebbero essere divertenti se non si trovassero in un documento ufficiale. Altre sono francamente preoccupanti ...

Il nostro trio vincente:

1º posto attribuito all'Università e EPF di Zurigo per il miglior conflitto di interessi rivelato all'articolo 192 « Commissione federale per gli esperimenti sugli animali » :

«L'Uni e l'EPF di Zurigo chiedono che il presidente della commissione federale sia indipendente dalle autorità cantonali e che i membri della commissione che hanno partecipato alla procedura cantonale si ritirino».

Bisogna ammettere che non sono molto fortunati questi scienziati zurighesi: La commissione zurighese incaricata di controllare gli esperimenti sugli animali è una delle rare commissioni – forse con Berna - a funzionare correttamente in

Svizzera. Per di più, l'eccellente Claudia Mertens, una delle tre rappresentanti della protezione degli animali (per il Zürcher Tierschutz) nella commissione zurighese, è anche membro della commissione federale. Infine, la veterinaria cantonale zurighese Regula Vogel, occupa la presidenza della commissione federale.

Di fatto l'Uni e l'EPFZ chiedono se possibile che in futuro le persone meno competenti valutino le loro richieste di sperimentazioni animali. Come succede in tanti altri cantoni.

1º posto ex-aequo attribuito al cantone di Neuchâtel, per il miglior conflitto di interessi rivelato all'articolo 193 « Commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali » :

«NE ritiene che nulla si oppone a che un rappresentante dell'autorità cantonale faccia parte della commissione e dichiara

che la disposizione sul perfezionamento dei membri della commissione è totalmente sproporzionata ed inapplicabile nei piccoli cantoni».

La commissione del cantone di Neuchâtel è una di quelle che discreditano l'insieme delle commissioni cantonali. Per esempio, allorché l'ordinanza attuale sancisce che la commissione deve essere « indipendente » dall'autorità cantonale (dati i membri che la compongono), il veterinario cantonale ne era fino a poco tempo fa il presidente! Dopo la modifica del regolamento di questa commissione, ha finalmente ceduto il posto alla ... sua vice.

Abbiamo avuto uno scambio di corrispondenza con questo veterinario cantonale nel 2004, in cui abbiamo denunciato questa situazione. Ma né il Consigliere di Stato di Neuchâtel (B.Soguel) in carica di questo dicastero né l'OVF hanno ritenuto utile restituire a questa commissione la sua indipendenza. Anche se l'OVF, nella sua nuova ordinanza, vieta chiaramente ad un collaboratore dell'autorità di partecipare ai lavori della sua commissione. Ecco forse il motivo della poca sollecitudine di cui fa prova il cantone di Neuchâtel.

Ruolo delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale

La legge e l'ordinanza sulla protezione degli animali obbligano i cantoni che autorizzano le sperimentazioni animali a creare una commissione indipendente dall'autorità (spesso rappresentata dall'Ufficio o dal Servizio veterinario cantonale).

Composta da rappresentanti degli ambienti scientifici e di protezione degli animali, il suo ruolo è studiare le nuove richieste di sperimentazioni animali provenienti dagli studiosi e di dare un preavviso all'autorità. Se la decisione finale (autorizzazione o rifiuto dell'esperimento) dell'autorità è contraria alla decisione della commissione, ha l'obbligo di motivare la sua decisione¹.

Se attualmente esistono 18 commissioni cantonali, deploriamo che in alcune di esse, i rappresentanti della protezione degli animali non svolgano il ruolo che ci si può aspettare da loro, o perché non sono competenti in materia o, peggio ancora, perché sono favorevoli alla sperimentazione animale. Si tratta spesso di rappresentanti di rifugi per animali (SPA), generalmente piazzati dalle autorità cantonali e dunque praticamente inamovibili (per associazioni apertamente opposte alla vivisezione come la LSCV). Che associazioni di protezione degli animali piazzino rappresentanti in queste commissioni tanto per poter dire ai loro iscritti: «Sì, lottiamo contro la sperimentazione animale, la prova: abbiamo un rappresentante della nostra associazione nella commissione», è vergognoso e ci irrita profondamente. Ci auguriamo una sola cosa: che queste persone se ne vadano presto e lascino il posto a protettori degli animali veramente convinti del lavoro che si ha da fare.

Luc Fournier

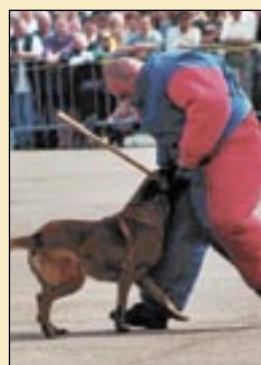
Rappresentante della protezione degli animali in seno alla commissione sulla sperimentazione animale del cantone di Ginevra dal 1997, del KTT dal 2002.

¹ Questa disposizione prova l'indipendenza della commissione nei confronti dell'autorità cantonale

3º posto attribuito a «Interessengemeinschaft Hovawart Gebrauchshunde» e «Interessengemeinschaft Hundesportwettkämpfe» per la loro presa di posizione ansiogena nell'articolo 69 «Modo di trattare i cani»:

«Allorchè «le organizzazioni di protezione degli animali ed altri partecipanti alla consultazione (105) chiedono il divieto dell'addestramento di cani ad aggredire e mordere, tale addestramento deve essere riservato alla polizia, alle dogane, all'esercito o alle ditte di vigilanza riconosciute dallo Stato»;

«Interessengemeinschaft Hovawart Gebrauchshunde et Interessengemeinschaft Hundesportwettkämpfe (che si potrebbe tradurre «raggruppamento di interessi dei cani di razza Hovawart» e «raggruppamento di interessi dei cani per competizioni sportive») come pure 1981 cittadini e cittadine chiedono la



soppressione del divieto delle bastonate, ritenendo normale che un cane si misuri agli altri ricercando il contatto fisico e che le bastonate sono necessarie per verificare la solidità nervosa dei cani. Si dovrebbe dunque o vietare unicamente le bastonate intese a vincere le paure ed i mal di testa dell'animale oppure autorizzare l'utilizzazione di bastoni morbidi da parte delle autorità incaricate dell'allevamento dei cani per verificare se sono idonei al servizio. Questi bastoni dovrebbero essere inoltre autorizzati nell'ambito delle competizioni internazionali o per verificare i limiti istintivi dell'animale».

In altri termini, 2000 persone in Svizzera vogliono poter bastonare i loro cani per motivi educativi... Questa argomentazione, che secondo noi meriterebbe l'intervento di uno psichiatra, lascia letteralmente senza voce.

Il comitato di redazione

Rivista stampa

► Danimarca

Dibattito sul trasporto degli animali al Ministero dell'Agricoltura

A seguito degli articoli pubblicati sulla stampa locale, in cui si denunciavano i trasporti di animali da macello tra la Danimarca e la Russia, il Ministro dell'Agricoltura Hans Christian Schmidt ha avviato, nell'ambito di una riunione ministeriale, una discussione sul trasporto degli animali da macello al di là delle frontiere UE. Il ministro intende istituire, su base volontaria, una serie di criteri in materia di benessere degli animali e qualità dei prodotti. Gli allevatori di maiali danesi hanno già siglato un accordo che impone due fermate in caso di percorrenze superiori a 24 ore.



► Inghilterra e Galles

Finalmente in vigore la legge sul benessere degli animali

Dal mese di aprile, i proprietari hanno l'obbligo legale di prendere cura dei loro animali. Chiunque non rispetta la nuova legge può essere tradotto in giustizia e rischia una pena compresa tra un anno di detenzione e 30'000 euro di multa. La nuova legge esige dai proprietari che:

- mettano a disposizione un quadro di vita adeguato alle esigenze dell'animale e gli garantiscano un'alimentazione idonea alla sua specie;
- si accertino che gli animali non sviluppino stereotipie (turbe del comportamento), vivano da soli o in gruppo a seconda della specie. La loro detenzione non deve peraltro provocare dolori, sofferenze, lesioni o malattie.

Finora, i detentori di animali potevano essere tradotti in giustizia soltanto in caso di crudeltà nei confronti di un animale. Con la nuova legge, i proprietari di animali hanno inoltre l'obbligo di occuparsi "adeguatamente" dei loro animali. Il governo ha allestito una tavola rotonda per decidere se i regolamenti devono essere inaspriti.



- La validità degli esperimenti sugli animali rimessa in causa da uno studio scientifico

Esperimenti inutili...

Questo studio scientifico, mirato a dimostrare se gli esperimenti animali possono o no fornire informazioni valide per la medicina umana, ha svelato la scarsa affidabilità degli esperimenti. Il risultato, particolarmente costernante, ha evidenziato che:

- la maggior parte degli esperimenti non sono in grado di prevedere l'effetto degli agenti terapeutici sull'essere umano;
- i lavori sono generalmente mal eseguiti;
- molti esperimenti sugli animali sono stati effettuati allorché erano già stati svolti studi clinici sugli esseri umani.

Analizzati 176 esperimenti sugli animali

Nove scienziati indipendenti della Gran Bretagna e dell'Argentina hanno studiato sei metodologie di trattamento che hanno avuto effetti positivi o negativi sull'essere umano. Questi studi riguardavano il trattamento dei traumi cranici, perdite di sangue, gli attacchi cardiaci, i problemi polmonari nei neonati prematuri nonché l'osteoporosi.

Per realizzare questo progetto, i resoconti dei lavori svolti sugli animali sono stati messi a raffronto con statistiche relative alla previsione degli effetti sull'essere umano. Pertanto, sono stati analizzati 176 esperimenti che hanno complessivamente utilizzato 5'619 animali (scimmie, topi, pecore, conigli e vacche). Questi esperimenti sono stati fortemente criticati nei sei casi, in quanto mal pianificati e di cattiva qualità.

Quattro dei sei metodi di trattamento non

sono stati in grado di prevedere gli effetti sull'uomo. Due davano addirittura delle controindicazioni, ossia un trattamento positivo sull'animale si è rivelato negativo sull'uomo. Molti esperimenti sono stati addirittura effettuati sugli animali molto tempo dopo che i metodi di trattamento sono stati praticati sull'uomo. Lo studio ne ha concluso che gli scienziati che lavorano nella ricerca fondamentale e quelli che invece lavorano a livello delle applicazioni cliniche non comunicano tra loro (il che non è una novità Ndr).

Contribuente imbrogliato

Oltre allo scandalo dell'utilizzazione inutile di animali e del disprezzo per la sofferenza di questi ultimi, siamo comunque allibiti nel constatare che dei vivisettori siano riusciti a trovare piccioni per finanziare esperimenti sugli animali allorché studi simili erano già stati effettuati in ambiente ospedaliero. Sapere che finanzieri senza etica né scrupoli hanno perduto soldi in questi esperimenti bidone ci lascerebbe perfettamente indifferenti se non fosse che nella maggior parte dei casi questi esperimenti sono stati finanziati con il denaro dei contribuenti poiché la ricerca fondamentale è una delle specialità della ricerca pubblica !

Il comitato di redazione

Lo studio dell'Università di Birmingham può essere letto sul loro sito <http://www.pcpoh.bham.ac.uk/publichealth/nccrm/publications.htm>.

13a mostra internazionale di animali di compagnia

animalia

20 e 21 ottobre 2007, Palais de Beaulieu -Lausanne (VD)

La Lega sarà presente a ANIMALIA e saremo lieti di accogliervi sul nostro nuovo stand. Saranno esposti diversi modelli sintetici che consentono la sostituzione di animali nel corso di esercizi pratici di chirurgia, in particolare due modelli della ditta ELASTRAT (www.elastrat.com) che li metterà cortesemente a nostra disposizione.

DVD su altre alternative come i « POP Trainers » o i modelli « PVC-Rat » saranno proiettati su schermo. Sarà probabilmente possibile, inoltre, provare alcuni programmi alternativi di « dissezioni » su computer.

Diversi membri del Comitato saranno presenti per rispondere alle vostre domande sulla Lega e le nostre azioni in corso.

Salon ANIMALIA. Orario di apertura: sabato e domenica: 9.30 – 18.00

Rivista stampa

► Svizzera

Operazione liberazione

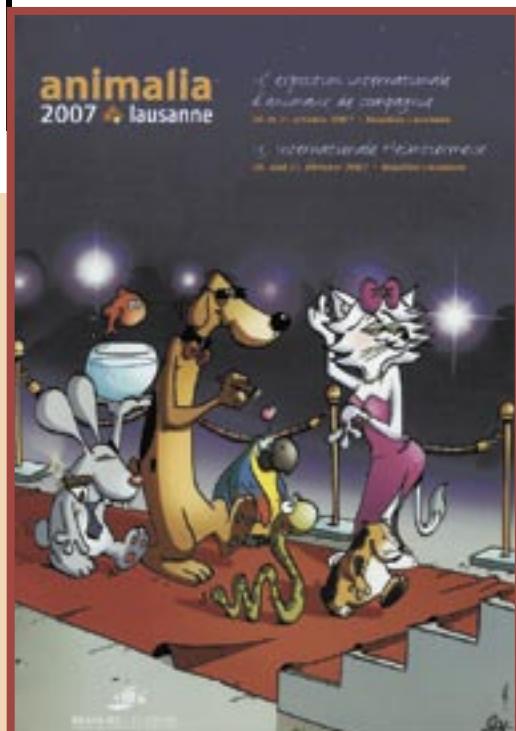
Nella notte del 30 maggio, degli sconosciuti hanno liberato animali dello zoo di Magliaso (TI).

Due linci, quattro bradipi, due avvoltoi e un gufo reale sono stati rimessi in libertà. Una lince è stata catturata poco dopo. La seconda è stata uccisa da un guardiacaccia una settimana dopo "per motivi di pubblica sicurezza". La settimana dopo, uno dei due avvoltoi è morto cadendo da un albero dopo essere stato anestetizzato da un guardiacaccia. Gli altri corrono (o volano) ancora.

► Inghilterra

Gli animali vittime della stupidità umana

Un cane della razza Corgi, quella preferita dalla Regina Elisabetta, è stato mangiato in diretta, il 29 maggio sulle onde di una radio londinese. L'autore del pasto voleva protestare contro la morte violenta di una volpe all'inizio dell'anno, nel corso di una partita di caccia alla quale partecipava il Principe Filippo, consorte della regina. Voleva inoltre denunciare l'incapacità della Società reale per la prevenzione della crudeltà contro gli animali (RSPCA) di perseguire penalmente il Principe Filippo per aver sparato sull'animale, averlo lasciato agonizzare per cinque minuti prima ammazzarlo a randellate.





Oceani pattumiere ed ecatombe di animali

Accendini, tappi ed altri pezzi di plastica di tutti i colori e di tutte le dimensioni. È il contenuto dello stomaco del piccolo albatro rinvenuto morto di fame, che lo scorso maggio ha illustrato l'ultima campagna di Greenpeace contro l'inquinamento degli oceani.

10 milioni di tonnellate di rifiuti plastici sono gettate ogni anno nei nostri oceani, pari a circa il 10% della produzione mondiale annua.

Se in media si contano una decina di oggetti al km² alla superficie dell'acqua (fino a 690'000 oggetti al km² in Indonesia), il 70% dei rifiuti si trovano sui fondali marini: sacchi di plastica, cordicelle, elastici provocano ogni anno la morte di oltre un milione di uccelli marini e di un migliaio di mammiferi e tartarughe.

50% di mortalità tra i piccoli albatros

Uno studio della colonia di albatros dell'Isola di Midway (Hawaï) ha rivelato che il cibo apportato dai genitori per alimentare i piccoli contiene quantità tali di plastica che metà dei piccoli finiscono per morirne, a seguito di avvelenamenti, lesioni allo stomaco o altre lesioni interne.

Se il 20% dei rifiuti plastici provengono essenzialmente dalle navi, l'80% rimanenti provengono in gran parte dalle fognature. Se non vengono prese misure radicali, la situazione ecologica rischia di aggravarsi in modo drammatico in particolare a causa dello sviluppo economico di molti paesi del sud dove la produzione di materie plastiche è in aumento incessante.

«Il mare è la fogna finale dell'umanità» spiega Bernard Cressens, direttore scientifico di WWF-Francia. «Una bottiglia di plastica abbandonata nel canale di scolo della vostra città rischia di ritrovarsi in mare dopo qualche giorno, settimana o mese. Se vogliamo che la situazione migliori, dobbiamo assolutamente cambiare il nostro modo di consumare. Trattiamo la plastica senza riguardi solo perché costa poco. Ma si tratta di un materiale nobile non fosse altro che perché offre l'incomparabile vantaggio di durare. Dobbiamo imparare ad apprezzarla meno per quel che costa che per quello che è.»

► Hong Kong

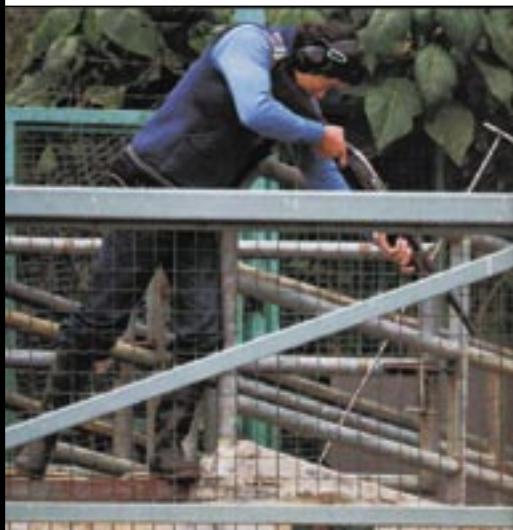
Il governo ordina l'uccisione di 40'000 maiali

Adducendo come pretesto un forte inquinamento atmosferico, il governo di Hong Kong ha ordinato la chiusura dei porcili e l'uccisione dei 40'000 maiali che vi erano detenuti. Allorchè le autorità avevano promesso da una parte un risarcimento agli allevatori e dall'altra che gli animali sarebbero stati "eutanasiati" umanamente e gratuitamente, i maiali accatastati su camion e portati in uno dei centri di smaltimento della città, sono stati selvaggiamente uccisi nei camion.

Una carneficina durata

45 minuti

Alcuni giornalisti sono riusciti a fotografare un funzionario del governo armato di un fucile da caccia, che passava da un camion all'altro per uccidere i maiali senza nemmeno prendersi il



disturbo di dare il colpo di grazia a quelli agonizzanti. Gli urli strazianti dei maiali acciuffati in un bagno di



sangue hanno particolarmente scosso i veterinari presenti che avevano rifiutato di prendere parte all'operazione.

Nel giustificare questa misura, il governo ha ritenuto di aver speso abbastanza denaro per risarcire gli allevatori preferendo un sistema più economico per uccidere i maiali, negando peraltro che avesse potuto generare sofferenze animali.

Dopo aver visto le immagini, alcuni avvocati hanno accusato il governo di maltrattamenti su animali, in totale violazione delle leggi vigenti: «I maiali sono animali la cui coscienza può essere paragonata a quella di bambini di tre anni. È palese che questi animali erano terrorizzati! È inaccettabile che il governo autorizzi una pratica in totale opposizione con le misure che ha lui stesso imposto nei macelli.»

Articolo tradotto dal cinese e riassunto a partire da un'informazione apparsa sul giornale di Hong Kong «The Next Magazine» nel marzo 2007

Produzione intensiva del latte: dalla mucca ai maiali

La mucca: una buona fabbrica di latte

Le si vedono ovunque, le mucche, l'orgoglio dei nostri allevatori.

Mucche onnipresenti, la cui immagine mille volte commercializzata è diventata il simbolo del nostro Paese. Impossibile non aver visto «Milka» o «Lovely», stars dei media. Ma chi sa veramente come vivono questi animali enigmatici?

Sappiamo bene che non tutte ballano tutta la loro vita come la bella mucca di Holstein. Eppure la maggior parte della gente ignora tutto della loro vita ordinaria, triste e monotona, e del duro lavoro di queste fabbriche di latte ambulanti. I bambini vedono il latte nè più nè meno che come un liquido bianco, a loro disposizione, imballato nei tetrapack.

Senza vitello, niente latte

Se non nasce un vitello, niente latte, il che è vero anche per l'agnello o il capretto.

Rare sono le mucche che conoscono il padre dei loro figli. All'età di 24-32 mesi, la giovane mucca è inseminata per la prima volta in vita sua. Raramente da un bel toro, bensì da un uomo detto il "toro valigia". Costui si reca nell'azienda agricola ed insemina la mucca designata con lo sperma di un toro scelto su catalogo, secondo i desideri del proprietario. 280 giorni dopo dà la luce al suo primo vitello. La lattazione inizia immediatamente: l'allevatore può cominciare a mungere. Tre mesi dopo la prima nascita sarà nuovamente inseminata. Due mesi prima della nascita del secondo vitello, la lattazione sarà interrotta modificando l'alimentazione e cessando di mungerla. Con la nascita del secondo vitello, inizia il secondo periodo di lattazione che durerà fino a due mesi prima della nascita del terzo vitello. E via dicendo.

Durante il primo periodo di lattazione, una mucca ad «alto rendimento», come la razza Holstein, produce tra 8'000 e 9000 kg di latte. Durante i periodi successivi, «sale» a 9'000 - 10'000 kg, mentre contemporaneamente si forma nel suo ventre un vitello che alla nascita peserà una quarantina di chili o anche di più. Per tutta la vita la mucca dunque o porta o produce latte o fa le due cose contemporaneamente. Il suo corpo è incredibilmente sollecitato. E se non ce la fa più, i suoi giorni sono contati. No, le mucche moderne, mutilate perché le vengono tagliate le corna, sono magre e le mammelle sono sovradimensionate impedendole di camminare e stendersi normalmente, non hanno in niente in comune con la bella Lovely, mucca felice e birichina.

La felicità non sta certo nella stalla ma nei campi

Stando alla legislazione svizzera vigente, le mucche, tenute nelle stalle, devono poter uscire ogni anno per 90 giorni all'aria aperta, di cui 30 nei mesi invernali. Questa prescrizione è molto mal vista da certi contadini e dai loro rappresentanti, tra cui il consigliere di stato friborghese Pascal Corminboeuf che ha addirittura dichiarato di non volere che «le mucche siano chiuse fuori»!

Quello che questo signore intende per «chiuse fuori», è che le mucche possono, per una durata decisa dal loro proprietario, fare qualche passo fuori dalla stalla, nel poco spazio che rimane. Il resto del tempo queste mucche, incatenate possono solo restare dove sono, in piedi o stese, ed i loro rari movimenti possono essere ostacolati da un crudele aggeggio elettrico che impedisce loro non solo di fare i loro bisogni ma anche di lavarsi da sole o di aiutare una compagna di prigione.

Comunque sia, che siano trattate bene o male, le mucche danno il latte ed è l'unica cosa che conta.

I vitelli: dall'ingrassamento al macello

Come si svolge la vita ordinaria di questi animali così toccanti?

Immediatamente dopo la nascita, sono sottratti alla madre. Per i primi 6-8 giorni, ricevono il primo latte della madre, il colostro. Ricco di anticorpi, è vitale per il neonato in quanto rafforza le sue difese immunitarie. Poi il vitello può essere nutrito con il latte prodotto in eccedenza nell'azienda agricola o con latte in polvere comprato fuori. Ciò significa che non popperà mai la madre né potrà mai ricevere le sue cure ed il suo affetto visto che è subito allontanato da lei, in un box individuale o un "igloo", box di materia plastica. Nella migliore delle ipotesi potrà usufruire visivamente della

compagnia dei suoi coetanei, anche loro rinchiusi. Non giocherà, non correrà nel'erba e non scorrazzerà per i prati.

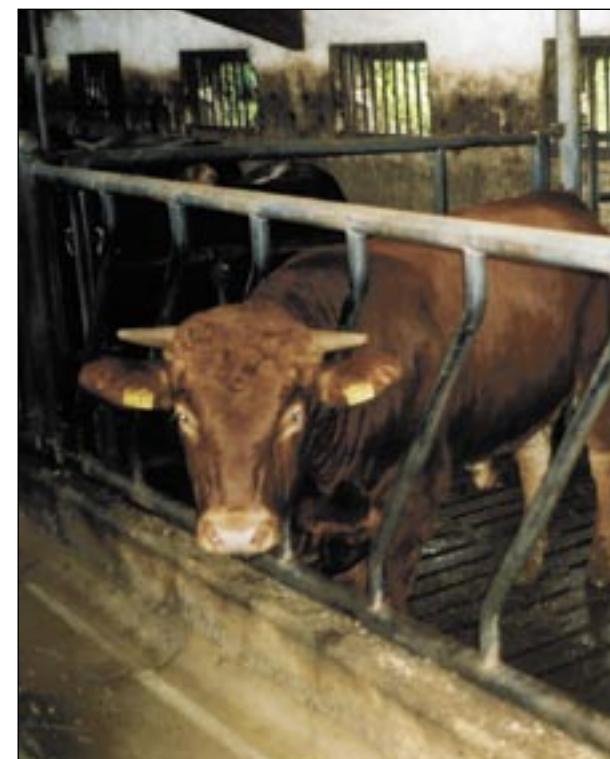
Se il vitello è una femmina, forse la terranno per la riproduzione e dunque sarà messa in un recinto. Forse potrà poi muoversi nei campi. Se è un maschio, sarà portato al mercato dei vitelli per essere venduto ad un ingrassatore che lo terrà fino a quando avrà ottenuto il «suo peso da macello». Passerà tutta la vita rinchiuso, nella più assoluta impunità, malgrado l'articolo 2 della nostra legislazione che stipula che «gli animali



Vitelli in un igloo

devono essere trattati nel modo che tenga meglio conto dei loro bisogni.»

I vitelli sono i by-products dell'industria del latte. La maggior parte dei consumatori non sa nulla della loro miserabile vita.



La dura vita dei maiali

Quando avete visto dei maiali vivi per l'ultima volta? Ci sono centinaia di migliaia di maiali in Svizzera, dove diavolo sono nascosti?

Rinchiusi in capannoni ai confini di una foresta o vicino a zone abitate, in un edificio dall'aspetto di piccola fabbrica. A meno che non sia in una di quelle costruzioni fatiscenti sperdute in campagna o nascoste dietro la fabbrica di formaggi? Comunque sia ben lontano dai luoghi abitati, dato che i consumatori - che come unico odore apprezzano quello della carne alla griglia - non sopportano di essere infastiditi dagli odori di animali vivi.

I maiali, che di fatto sono animali molto puliti, diventano «sporchi maiali» soltanto quando sono rinchiusi in spazi esigui. Il più delle volte sono rinchiusi a vita e senza nessun oggetto di occupazione malgrado quanto prescritto dall'OPA. Questi animali sensibili ed intelligenti passano dunque tutta la loro triste esistenza in un ambiente che non rispetta nessuna delle esigenze della loro specie. Peraltro, l'ordinanza sulla protezione degli animali sancisce che l'alimentazione degli animali deve essere composta in modo da consentirgli di soddisfare i bisogni connessi all'ingерimento del cibo. Ebbene, nella maggior parte dei casi, i maiali sono nutriti

giorno dopo giorno e per tutta la loro vita con la stessa poltiglia fatta di latticello e cereali. Il latticello è di fatto un prodotto derivato dalla fabbricazione del formaggio. Ci vogliono circa 400 litri di latte per fabbricare circa 35 kg di formaggio a pasta dura. Poiché 1 kg di latte contiene 87,5 % d'acqua, non è difficile immaginare l'enorme quantità di latticello



che una fabbrica di formaggio come quella famosa di Gruyères deve smaltire. Infatti, solo in quest'ultima fabbrica, 19 000 litri di latte sono quotidianamente trasformati in formaggio; il latticello dal canto suo finisce nei porcili vicini.

Dei porcili moderni... che se ne infischiano del benessere degli animali

In questi ultimi anni sono stati costruiti parecchi grandi porcili cosiddetti moderni. In questi allevamenti, gli animali hanno la possibilità di usufruire di un piccolo spazio all'aria aperta ma su suolo duro. In questi impianti cosiddetti sensibili al benessere degli animali, il diritto di soddisfare i propri bisogni più elementari, come per esempio frugare nella terra o avvoltolarsi nel fango per proteggersi dal caldo, gli viene tuttora negato.

Susane Wachtl



Che cosa significa : «amo agli animali» ?

Rare sono le persone che freddamente dichiarano di non amare gli animali. Il contrario è di gran lunga più frequente, eppure...

Si proclama di amare gli animali eppure si indossa una pelliccia di cui si sa perfettamente che non è cresciuta su un albero bensì è stata strappata via da un animale. Si amano gli animali eppure se ne mangiano i cadaveri, perfettamente coscienti che la grande maggioranza di loro ha avuto una vita miserevole in un allevamento industriale intensivo. Si amano gli animali eppure si degustano «délicatesses» come il foie gras, pur sapendo in che modo sono fabbricati questi prodotti detti «prelibati» per gastronomi totalmente privi di coscienza.

Allora mi chiedo, che cosa significa : «amo gli animali» ?

I nostri lettori possono rispondere a questa domanda: com'è possibile indossare una pelliccia, mangiare carne ed al tempo stesso proteggere, rispettare ed amare gli animali? Le vostre risposte ci interessano. Saremo lieti di leggerle se le inviate a :

Lega svizzera contro la vivisezione

La posta dei Lettori
Chemin des Arcs-en-Ciel 3
C.P 148
CH - 1226 Thônex

IMPRINTUM Lega svizzera contro la vivisezione
Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale.

Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente.

Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.

PAO e maquette : LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm² **Comitato di redazione:**

Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl
Indirizzo: Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch
- www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.-- CCP 12-2745-6

L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00 : Permanenza in francese e tedesco: lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. Permanenza in italiano e francese: martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

Shop



Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

Gratuit Gratis Gratuito

Non à la fourrure

(Loup)

Seuls des Monstres (...)

Vivisection NON

Pelz ist schmerz

(Wolf)

Nur Monster (...)

Tierversuche NEIN

No alla pelliccia

(Lupo)

Solo dei Mostri (...)

Vivisezione NO



Tee shirt 100% coton «Stop vivisection»

Tee shirt 100% Baumwolle «Stop Tierversuche»

Tee shirt 100% cotone

Taille/Grösse/Taglia

M pce/stück/pezzo

L pce/stück/pezzo

XL pce/stück/pezzo

Movies



Sur le site internet : www.tierschutz-schulservice.ch vous pouvez aussi trouver un grand choix de vidéos y compris celles de la Ligue.
Auf der Homepage www.tierschutz-schulservice.ch finden Sie ebenfalls eine grosse Anzahl Videos, darunter auch diejenigen der Liga.
Sul sito Internet : www.tierschutz-schulservice.ch potete trovare una vasta scelta di video, tra cui quelle della Lega.

Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - Chemin des Arcs-en-ciel 3 - Case Postale 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome
Prénom / Vorname / Cognome
Adresse / Indirizzo
.....

Téléphonne / Telefon / Telefono
Fax
e-mail
.....

Merci de nous communiquer vos changements d'adresses afin de nous éviter de gros frais. Le coût postal s'élève à CHF.2.-- par courrier mal adressé !

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderungen mit. Sie helfen uns damit, Unkosten zu sparen. Jede falsch adressierte Postsendung kostet CHF.2.-- !

Vogliate per cortesia comunicarci i vostri cambiamenti di indirizzo, per evitare grosse spese. Il costo per una lettera inviata ad un indirizzo sbagliato è di ben CHF.2.-- !